

**UNION DES COMORES**  
Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé et de la Protection  
Sociale



جمهورية القمر المتحدة  
وحدة - تضامن - تنمية  
وزارة الصحة والحماية الاجتماعية

## UNITE DE GESTION DU PROJET

PROJET MAYENDELEYO  
Accord de Financement N° E1530-KM -KM



**RAPPORT D'ACTIVITES 2024**

Février 2025

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACT	Argent-Contre-Travail
AG	Assemblée Générale
AGEX	Agence d'Exécution
AGEP	Agence de Paiement
ARSE	Activités de Réinsertion Socio-Economique
APD	Avant -Projet Détaillé
APS	Avant -Projet Sommaire
BE	Bureau d'Etudes
BR	Bureau Régional
CEMC	Contrat d'engagement moral et citoyen
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CN	Coordinateur National /UGP
CP	Comité de pilotage
CPP	Comité de Pilotage du Projet
CPR	Cadre de Politique de Réinstallation
CPS	Comité de Protection Sociale
CR	Comité Régional
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DGSC	Direction Général de la Sécurité Civile
DP	Demande de proposition
DPE	Développement de la petite Enfance
DR	Directeur Régional/UGP
FPI	Financement de Projets d'Investissement
FR	Fond de relèvement
HIMO	Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre
IDB	Infrastructures de Base
KMF	Franc Comorien
MACC	Mesures d'Accompagnement
MDP	Mémoire Descriptif de Projet
ML	Mère leader
MOD	Maîtrise d'ouvrage déléguée
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORIS	Organisme Indépendant de Suivi
PAC	Plan d'Action Communautaire
PFSS	Projet de Filets Sociaux de Sécurité
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNPRRC	Plateforme Nationale de prévention des Risques et Réduction des Catastrophes
PS	Protection Sociale
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SES	Sauvegarde Environnementale et Sociale
SIG	Système d'Information et de Gestion
SO	Socio-Organisateur

UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar américain
ZIP	Zone d'Intervention Prioritaire

# Table des matières

<b>I. CONTEXTE</b> .....	<b>1</b>
I.1. Objectif du Projet .....	1
I.1.1 Objectifs spécifique du projet vise à : .....	1
I.2. Objectif de la période : .....	2
I.2.1 Objectifs spécifiques de la période : .....	2
I.2. Composantes du Projet .....	2
I.3. Prévision du Budget au 31 décembre 2024 .....	3
<b>II. ACTIVITES PREVUES PAR COMPOSANTE ET SOUS COMPOSANTE :</b> .....	<b>4</b>
II.1. Composante transferts monétaires : .....	4
II.1.1. TMS liés aux effets de l'insécurité alimentaire mondiale (crise d'Ukraine) .....	4
II.1.2. TMS en réponse aux inondations d'avril-mai 2024 : .....	4
II.2. Composante 2 : Programmes Renforcement de la résilience .....	4
II.2.1. Activités de Résilience Inclusion Economique et Productive (ARIEP) .....	4
II.2.2. Argent Contre Travail Résilient (ACTR) .....	5
II.2.3. Mesures d'Accompagnement pour un changement de comportement (MACC ARIEP/ACTR)	5
II.2.4. Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux : .....	6
II.2.5. Passation de marché .....	6
II.3. Composante 3 : Gestion du Projet .....	6
II.3.1. Suivi -évaluation : .....	6
II.3.2. Système d'informations : .....	7
II.3.3. Gestion du personnel .....	7
II.3.4. Communication .....	7
<b>III. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE</b> .....	<b>8</b>
<b>IV. REALISATIONS GLOBALES DE LA PERIODE</b> .....	<b>9</b>
<b>IV.1. COMPOSANTE 1 TRANSFERT MONETAIRES SOCIAUX (TMS)</b> .....	<b>9</b>
IV.1.1. TMS lié aux effets de la crise alimentaire mondiale (crise d'Ukraine...) .....	9
1. Synthèse .....	9
2. Prévision budgétaire et réalisation .....	10
3. Etat d'avancement de la composante .....	11
IV.1.2. TMS en réponse aux inondations d'avril-mai 2024 : .....	12
1) Synthèse .....	12
2) Prévision budgétaire et réalisation .....	12
3) Etat d'avancement de la composante .....	12
<b>IV.2. COMPOSANTE 2: PROGRAMMES RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE</b> .....	<b>15</b>
IV. 2.1: Activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP) .....	15
1- Synthèse de la composante : .....	15
<i>Tableau 10: Prévision budgétaire et réalisation en KMF</i> .....	15
2- Etat d'avancement de la composante .....	16
Figure 3 démonstration pratique ARIEP NGZ	Figure 4: démonstration pratique à NDZ
20	
IV.2.2: Argent Contre Travail Résilients (ACTR) .....	21
1. Synthèse : .....	21
2. <i>Tableau 14 : Prévision budgétaire et réalisation</i> .....	21
3. Etat d'avancement de la sous- composante .....	22
IV.2.3: Mesures d'accompagnement .....	26
1- Synthèse : .....	26
2- Etat d'avancement .....	28

IV.2.4	Gestion des risques environnementaux et sociaux	31
IV.2.4.1.	Gestion des Risques Environnementaux :	31
IV.2.4.2.	Gestion des Risques sociaux :	31
1.	<b>Synthèse :</b>	31
2.	<b>Etat d'avancement</b>	31
IV.2.5.	Passation de marchés	39
1-	<b>Services consultants :</b>	40
2-	<b>Marche de travaux</b>	40
3-	<b>Marché de fourniture et services</b>	40
IV.3.1.	Réalisation Financière	40
IV.3.2.	Etat d'avancement	41
1.	Gestion du Projet	41
2.	Gestion du personnel	42
3.	<b>Communication</b>	43
IV.3.3.	Difficultés rencontrées :	46
IV.3.4.	Solutions adoptées et préconisées	48
<b>V.</b>	<b>PROGRAMME D'ACTIVITES PREVUES POUR L'ANNEE 2025 :</b>	<b>49</b>
V.2.	Activités prévues pour les prochains 6 mois	49
V.2.1.	ARIEP (activités des résiliences, inclusion économique et productive) :	49
V.2.2.	ACTR (Argent contre travail Résilient) :	49
V.2.3.	MACC	50
V.2.4.	Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux :	50
V.2.4.	Communication :	51
V.2.5.	Gestion de Projet :	51
<b>VI.</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>52</b>

## **I. CONTEXTE**

Depuis 2019, les Comores est confronté par trois chocs exogènes successifs en particulier celui d'avril 2019 relatif au cyclone Kenneth suivi de la pandémie de la COVID-19 dès avril 2020 et la crise énergétique et alimentaire mondiale consécutive liée à la guerre en Ukraine.

Par ailleurs, les Comores sont fortement dépendant des importations pour sa consommation locale (environ un tiers du PIB). C'est notamment le cas du pétrole raffiné et des produits alimentaires tel que le riz.

A travers ce qui précède, le Gouvernement des Comores a exprimé son souhait de pouvoir apporter une assistance financière aux ménages directement affectés par cette crise.

La proposition de réponse vise en particulier à protéger la population pauvre et vulnérable contre l'insécurité alimentaire induite par la flambée des prix en mobilisant entre autres les filets sociaux de sécurité.

C'est ainsi que le projet de filets sociaux de sécurité résilients et réactifs aux chocs est mis en œuvre par le ministère de la santé et de la protection sociale à travers l'UGP-PFSS afin de renforcer la résilience des communautés vulnérables face aux crises économiques, aux catastrophes naturelles et aux chocs externes depuis juillet 2023.

La mise en œuvre des activités durant la période 2024 a été accentué sur le démarrage de la composante 2 en particulier le paiement des deux premières tranches des activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP) et le démarrage effectif des activités argent contre travail résilient (ACTR).

### **I.1.Objectif du Projet**

Le Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs, vise à fournir des transferts monétaires d'urgence, en améliorant la résilience des ménages vulnérables, ainsi qu'en renforçant les systèmes de protection sociale.

#### **I.1.1 Objectifs spécifique du projet vise à :**

- Apporter des appuis ponctuels pour protéger la population contre les chocs liés aux effets des crises ;
- Être capable d'intervenir rapidement afin de protéger la population contre d'autres chocs éventuels ;
- Améliorer le capital humain et l'accès aux emplois mieux rémunérés notamment des groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes ;
- Contribuer au renforcement de la résilience des ménages vulnérables

## **I.2. Objectif de la période :**

L'objectif principal de la période, c'est le démarrage effectif de la composante 2 et la finalisation de paiement de la composante 1.

### **I.2.1 Objectifs spécifiques de la période :**

- Finalisation du paiement des transferts monétaires
- Paiement de la première et deuxième tranche des activités ARIEP
- Démarrage des activités ACTR
- Evaluation d'impact du projet
- Digitalisation de toutes les activités du projet

## **I.2. Composantes du Projet**

Le Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs aux Comores s'articule autour de 4 composantes qui sont :

### **Composante 1 : Transferts sociaux en Réponse immédiate aux chocs- Transferts monétaires Social (TMS) :**

- Atténuer les effets économiques des chocs sur les ménages urbains et ruraux pauvres et vulnérables, grâce à un soutien temporaire des revenus ;
- Promouvoir le développement économique local, par des transferts d'argent liquide aux ménages urbains/ruraux pauvres ayant une forte propension à consommer les produits locaux ;

### **Composante 2 : Programmes Renforcement de la résilience**

#### **Sous Composante 2.1 : Activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP)**

Les activités ARIEP consistent à fournir aux bénéficiaires des subventions accompagnées d'un appui en formations techniques de base, pour leur permettre d'investir dans des activités génératrices de revenus et favoriser la création d'emplois pour soutenir la population vulnérable, notamment les femmes et les jeunes. Ces ménages bénéficieront également d'actions de sensibilisations et de formations visant un changement de comportement positif, un développement du bien-être (individuel, collectif) en même temps qu'une amélioration durable de leurs conditions de vie socio-économiques.

## Sous Composante 2.2 : Argent contre Travail Résilient (ACTR)

Les activités ACTR visent à améliorer le capital humain et l'employabilité de la population vulnérable avec des activités en Argent Contre Travail et des formations techniques dans différents domaines y compris celles liées à la prévention contre le changement climatique, et accompagnées également des sensibilisations et formations pour un changement de comportement positif comme ci-dessus.

## Composante 3 : Gestion et administration du projet et renforcement de la capacité institutionnelle

**Sous composante 3.1:** Coordination des programmes et renforcement des capacités institutionnelles

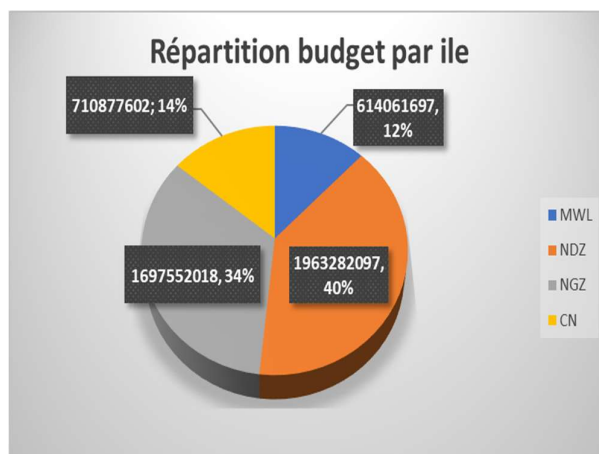
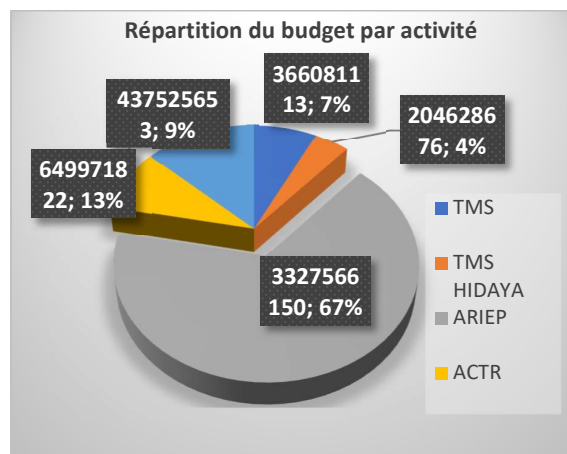
**Sous composante 3.2 :** Gestion, administration, digitalisation, suivi-évaluation et système d'information et de gestion (MIS)

## Composante 4 : Contingency Emergency Reponse Component (CERC)

### I.3. Prévision du Budget au 31 décembre 2024

*Tableau 1 : prévision budgétaire en KMF*

Activités	MWL	NDZ	NGZ	CN	TOTAL
TMS	4 968 000	40 568 650	110 157 820	210 386 643	366 081 113
TMS HIDAYA	28 185 000	140 390 000	26 550 000	9 503 676	204 628 676
ARIEP	430 143 289	1 484 228 422	1 287 766 689	125 427 750	3 327 566 150
ACTR	64 491 388	188 156 276	184 877 989	-	437 525 653
Gestion de projet	86 274 020	109 938 749	88 199 520	365 559 533	649 971 822
<b>TOTAL</b>	<b>614 061 697</b>	<b>1 963 282 097</b>	<b>1 697 552 018</b>	<b>710 877 602</b>	<b>4 985 773 414</b>



## **II. Activités prévues par composante et sous composante :**

### **II.1. Composante transferts monétaires :**

Cette composante regroupe à la fois le Transfert Monétaire lié à l'insécurité alimentaire mondiale induite par la flambée des prix et le Transfert Monétaire lié aux inondations d'avril 2024 en mobilisant les filets sociaux.

#### **II.1.1. TMS liés aux effets de l'insécurité alimentaire mondiale (crise d'Ukraine)**

- 1) Vérification des données porte à porte des ménages bénéficiaires
- 2) Ouverture de 997 comptes mobiles (Huri Money, Telco Money et Holo)
- 3) Paiement des trois tranches au profit de 1856 ménages bénéficiaires
- 4) Digitalisation du ciblage et du système de paiement

#### **II.1.2. TMS en réponse aux inondations d'avril-mai 2024 :**

- 1) Mise en place et redynamisation de 34 comités de protection sociale des villages sinistrés par les inondations HIDAYA ;
- 2) Sélection et enregistrement de 4470 ménages bénéficiaires ;
- 3) Recrutement des agences de paiement ;
- 4) Ouvertures des comptes des ménages bénéficiaires HIDAYA ;
- 5) Paiement de 4470 ménages vulnérables touchés par les inondations.

### **II.2. Composante 2 : Programmes Renforcement de la résilience**

Cette composante regroupe les Activités de Résilience Inclusion Economique et Productive (ARIEP) et les activités Argent contre Travail Résilient (ACTR).

#### **II.2.1. Activités de Résilience Inclusion Economique et Productive (ARIEP)**

Les activités ARIEP de la période consistent à :

- 1) La sélection et à l'enregistrement de 13 394 ménages bénéficiaires ciblés ;
- 2) L'ouverture de 13 394 comptes des ménages ARIEP dans les Sanduk de base et TELCO;
- 3) Le recrutement et le renforcement des capacités des ONG d'encadrement et de suivi des activités des ménages bénéficiaires ;
- 4) Le paiement de la première tranche (10%) et de la deuxième tranche (70%) des ménages bénéficiaires ;

- 5) La collecte de données sur le profilage des ménages et remplissage des plans de résilience) ;
- 6) L'élaboration et à la validation de 13 394 plans de résiliences des ménages
- 7) La formation des AGEX sur les techniques de base ;
- 8) La réalisation des démonstrations pratiques de la mise en place d'une parcelle de production agricole ;
- 9) Le démarrage des activités de Résilience, inclusion économique et productive pour 13 394 ménages ;
- 10) L'enquête Baseline pour l'évaluation d'impact du projet ;
- 11) La préparation du suivi N°1 des activités ARIEP ;
- 12) La formation des AGEX sur suivi N°1 ;
- 13) La réalisation du suivi N°1 des activités ;
- 14) La signature de convention avec les partenaires techniques en particulier les CRDE.

### **II.2.2. Argent Contre Travail Résilient (ACTR)**

Les activités ACTR de la période consistent à :

- 1) La sélection et l'enregistrement de 5 967 Ménages bénéficiaires (prévision initiale) ;
- 2) Le recrutement de 7 consultants chargés de l'identification des activités ACTR ;
- 3) L'élaboration et la validation des Plans d'Aménagement Communautaire (PAC) ;
- 4) L'identification des activités Argent Contre Travail Résilient (ACTR) ;
- 5) Le recrutement des AGEX ACTR chargées de la mise en œuvre des activités ;
- 6) La formation de ces ONG d'appui à la mise en œuvre et du suivi des ACTR ;
- 7) L'ouverture des 5 967 comptes des ménages bénéficiaires des ACTR ;
- 8) L'élaboration et la validation de 46 Mémoires Descriptifs de Projet (MDP) ;
- 9) La formation des AGEX sur l'utilisation de la présence digitale ;
- 10) L'élaboration de 13 modules de formation technique ;
- 11) La signature de conventions de partenariat avec les partenaires techniques ;
- 12) Le démarrage des ACTR sur 15 villages pilotes (MWL : 2, NDZ : 5 et NGZ : 8) ;
- 13) Le renforcement des capacités de l'équipe technique en organisation et gestion des chantiers HIMO.
- 14) Le renforcement des capacités des AGEX sur l'organisation et la gestion des chantiers HIMO

### **II.2.3. Mesures d'Accompagnement pour un changement de comportement (MACC ARIEP/ACTR)**

Les activités des Mesures d'Accompagnement de la période consistent à :

- 1) La mise en place des Mère Leaders/Père Leaders des villages ARIEP et ACTR ;
- 2) La formation des ML/PL ARIEP et ACTR sur les premiers thématiques de MACC ;
- 3) La formation des membres des CPS sur les premières thématiques des MACC ;
- 4) La formation du personnel des AGEX ARIEP et ACTR (Socio organisateur et Chefs des missions sur les premières thématiques des MACC ;

- 5) La réunion des sensibilisations sur les thématiques des mesures d'accompagnement dans les Espaces des Bien -Être (EBE) ;
- 6) La formation du personnel sur le développement de la petite enfance (DPE) de la conception à 3 ans ;
- 7) La formation du personnel de l'équipe technique de l'UGP sur les premières thématiques des MACC ;
- 8) L'élaboration des outils MACC.
- 9) L'enquête sur l'identification des EBE, des jeux et jouets au niveau communautaire

#### **II.2.4. Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux :**

Les activités liées à la gestion des risques environnementaux et sociaux de la période consistent à :

- 1) L'enregistrement et au traitement des plaintes
- 2) La saisie des plaintes sur Kobo Toolbox
- 3) Rédaction des rapports consolidés des plaintes
- 4) Formation du personnel de l'UGP sur les VBG
- 5) Formulaire de filtration environnementale et sociale des activités et PGES types ACTR
- 6) Formulaire de filtration environnementale et sociale des réhabilitations des bâtiments de la Coordination Nationale et du Bureau Régional de Mwali
- 7) L'élaboration des fiches de filtration environnementale et sociale et des codes de bonne pratique des ARIEP
- 8) La réalisation du suivi-évaluation communautaire et audience publique (SECAP 2 TMS, SECAP 2 ARIEP et commencé le SECAP 3 ARIEP)
- 9) L'élaboration de 141 Fiches de filtration environnementale et PGES ;
- 10) Le renforcement des capacités de l'équipe technique en gestion de risque environnemental et social et VBG ;

#### **II.2.5. Passation de marché**

- Signature et exécution de 57 contrats de consultant ;
- Signature et exécution de 2 marchés des travaux ;
- Signature et exécution de 11 marchés de fourniture.

### **II.3. Composante 3 : Gestion du Projet**

Cette composante regroupe la gestion du projet et renforcement des capacités institutionnelles

#### **II.3.1. Suivi -évaluation :**

Les activités liées au suivi évaluation de la période consistent à :

- 1) L'élaboration et à la mise à jour des manuels (MAF, Manuel opérationnel, Cadre de Gestion des risques environnementaux et sociaux, ...) ;
- 2) L'organisation des réunions technique et de suivi ;
- 3) Le suivi et la supervision des activités du projet ;

- 4) La supervision du projet par la Banque Mondiale ;
- 5) Le recrutement des consultants pour l'enquête d'évaluation d'impact Baseline ;
- 6) Le démarrage de l'enquête d'évaluation d'impact Baseline ;
- 7) Le renforcement de capacités du personnel en éducation financière ;

### **II.3.2. Système d'informations :**

Les activités liées au système d'informations de la période consistent à :

- 8) L'extension du système d'information du projet (MIS) ;
- 9) La mise en place des outils digitaux pour l'innovation des activités du projet ;
- 10) Au développement des modules du Registre Social Unique (RSU) ;
- 11) Au basculement de l'ensemble des ménages bénéficiaires des programmes de filets sociaux dans le Registre des bénéficiaires logé à la Direction de la Solidarité et de la Protection Sociale.

### **II.3.3. Gestion du personnel**

Les activités liées à la gestion du personnel de la période consistent à :

- 12) Recrutement de l'informaticien développeur de système et administration réseau en appui à la Direction de la protection sociale ;
- 13) Recrutement de l'Assistant passation de marché de Ngazidja ;
- 14) Recrutement du Responsable Administratif et Financier
- 15) Recrutement de l'équipe du projet (04 cadres dont 3 comptables recrutés : 1 à la Coordination nationale, 1 à Mwali et 1 à Ngazidja et 1 Responsable Technique des Programmes de Sortie, Renforcement du Capital Humain et l'Autonomisation de la Femme à Ngazidja) ;
- 16) Recrutement de 4 stagiaires comptables ;
- 17) Recrutement de deux stagiaires en appui au département digitalisation et service financier.

### **II.3.4. Communication**

Les activités liées à la communication de la période consistent à :

- 1) La conception des supports publicitaires ;
- 2) La conception et production des supports de communication ARIEP, ACTR et MACC ;
- 3) L'organisation de deux points de presse ;
- 4) L'organisation du team building ;
- 5) La publication de cinq communiqués de presse ;
- 6) La formation des médias (audio, presse et visuel).

Tableau 2 : synthétique des prévisions de la période

N	COMPOSANTES/ ACTIVITES	PREVISIONS
01	Transferts monétaires	4
02	Transferts monétaire HIDAYA	5
03	ARIEP	14
04	ACTR	14
05	MACC	09
06	Gestion des risques environnementaux et sociaux	10
07	Passation de marchés	3 (*)
08	COMM	06
09	Suivi évaluation et gestion du projet	17
<b>Total</b>	<b>82 activités prévues dans la période</b>	

(\*) au total 70 contrats à signer pour ces activités de passation de marché

### III. **Faits marquants de la période**

L'année 2024 a été marquée par la visite du Directeur régional du Développement Humain de la BM, qui a fait son déplacement pour la première fois aux Comores. Au cours de son séjour, il a effectué une visite de terrain dans la région de Mboundé particulièrement à Simboussa.

Lors de l'événement organisé à l'occasion de cette visite, le Directeur et sa délégation ont échangé avec la communauté et ont visité l'école réhabilitée par le projet durant le précédent projet et ont constaté les réussites des bénéficiaires ARSE.

Le Directeur a également apprécié l'Espace Enfant mise en place dans le cadre du Développement de la Petite Enfance.

Par ailleurs, il est important de noter que durant cette période, le projet a eu à participer à la préparation du Projet de Renforcement de l'Education pour Améliorer les Résultats en Matière de Capital Humain (projet du Gouvernement sous tutelle technique du Ministère de l'Education avec l'appui technique et financier de la Banque mondiale pour lequel il a été prévu que l'UGP du PFSS prenne en charge la gestion pour la 1ère année, compte tenu de son expérience au niveau procédures fiduciaire et environnementale / sociale pour les Projets de la Banque).

## IV. Réalisations globales de la période

Cette partie retrace respectivement toutes les activités réalisées depuis le démarrage jusqu'au 31 décembre 2024 par composante et sous composante

Tableau 3 : récapitulatifs des prévisions et réalisations de la période

N	COMPOSANTES/ ACTIVITES	PREVISIONS	REALISATIONS	%
01	Transferts monétaire	04	04	100%
02	Transferts monétaire HIDAYA	05	5	100%
03	ARIEP	14	12	86% (*)
04	ACTR	14	14	100%
05	MACC	09	09	100%
06	Gestion des risques environnementaux et sociaux	10	10	100 %
07	Passation de marchés	70	67	95%
08	COMM	06	6	100%
09	Suivi évaluation et gestion de projet	17	15	88%
<b>Total</b>		<b>82</b>	<b>77</b>	<b>94%</b>

**OBSERVATIONS :**  
Les activités non réalisées à cent pour cent à la date du 31 décembre 2024 sont en cours de finalisation.  
(\* ) **ARIEP** : Réalisation du suivi N1 : conformément au planning, cette activité est prévue d'être réalisé en totalité à la fin de la période. Cependant, à la date du 31 décembre, seulement 2 002 sur les 13 394 ménages ont démarré leurs activités.  
Quant à la signature de conventions avec les CRDE, 7 conventions signées sur les 17 prévues : soit 43% ;  
(\* ) **Passation de marché** : Il s'agit des retards accusés au niveau des marchés relatifs à la livraison des fournitures, outils de communication et de MACC, en attente de livraison. Outre, le recrutement du consultant de confection des jeux et jouets pour le DPE qui reste en étude après réception d'une proposition unique.  
(\* ) **Suivi évaluation et gestion de projet** : Le développement du MIS et du RSU sont en cours de finalisation.

### IV.1. Composante 1 Transfert Monétaires Sociaux (TMS)

#### IV.1.1.TMS lié aux effets de la crise alimentaire mondiale (crise d'Ukraine...)

##### 1. Synthèse

Les Transferts Monétaires sociaux en Réponse immédiate aux chocs- (TMS) visent à :

- Atténuer les effets économiques des chocs sur les ménages urbains et ruraux pauvres et vulnérables, grâce à un soutien temporaire des revenus ;

- Promouvoir le développement économique local, par des transferts d'argent via un paiement mobile aux ménages urbains/ruraux pauvres ayant une forte propension à consommer les produits locaux.

## 2. Prévision budgétaire et réalisation

Les activités de cette composante 1 ont été réalisées en 2023 et l'exercice 2024 était consacré aux paiements des services réalisés et dus au 31 décembre 2023 et aux paiements des TMS des inondations Hidayat intervenues courant 2024.

Ainsi les réalisations cumulées de la composante se présentent comme suit ;

Tableau 4 : budget et réalisations par îles (en KMF)

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	4 968 000	4 220 775	84,96%
NDZ	40 568 650	491 569 596	1 211,70%
NGZ	110 157 820	915 229 620	830,83%
CN	210 386 643	153 950 097	73,17%
<b>UGP</b>	<b>366 081 113</b>	<b>915 229 620</b>	<b>427,49%</b>

### Explication des écarts :

Les écarts de Ndzouani et de Ngazidja sont affectés par :

Les paiements des TMS qui étaient en instance au 31 décembre 2023 et effectués en début 2024 bien que les fonds soient mis à la disposition des agences de paiement en décembre 2023 et des paiements TMS dont les rapports sont transmis pendant l'exercice 2024 qui étaient pris en compte.

Le budget 2024 n'avait pas prévu des paiements TMS, étant donné que les fonds étaient sortis des comptes du Projet en 2023, c'est la raison pour laquelle les écarts sont négatifs.

Pour la Coordination Nationale, l'écart positif de 41% proviennent essentiellement à des prestations de Telco Money SA dont la plupart des rapports définitifs ne sont pas transmis pour Ngazidja et Ndzouani (TMS initiaux) et les prestations de la firme ASTRUM pour l'achèvement du Système de Management de l'Information (MIS).

### 3. Etat d'avancement de la composante

Au cours de l'exercice 2024, le projet a réalisé les activités suivantes:

#### a) Ouverture des comptes et paiement des ménages bénéficiaires du TMS :

Le montant des transferts monétaires sociaux s'élève à 75 000 KMF par ménage répartie en 3 paiements.

Tableau 5 : Situations des comptes ouverts et ménages payés durant la période

Iles	Comptes ouverts	Ménages payés
NGZ	119	119
NDZ	878	1 737
MWL	0	0
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>997</b>	<b>1 856</b>
<b>Observations :</b> le nombre de ménages payés à Ndzouani est supérieur au nombre de comptes ouverts dans la période. Ceci s'explique du fait que des comptes ont été ouverts en 2023 mais leur paiement n'est intervenu qu'en début 2024.		

Tableau 6 : Situation cumulative des ménages payés au 31 décembre 2024

Iles	Nbre ménages prévus initialement	Nombre Ménages enregistrés	Ménages payés	Comptes ouverts	% comptes ouverts
NGZ	19 868	19 882	19 776	19 776	99,47%
NDZ	15 075	16 813	16 813	16 813	100,00%
MWL	3 274	3 315	3 315	3 315	100,00%
<b>Total général</b>	<b>38 217</b>	<b>40 010</b>	<b>39 904</b>	<b>39 904</b>	<b>99,74%</b>
<b>Observations :</b> Une différence de 1793 ménages de plus est constaté entre les prévisions initiales et les ménages enregistrés qui s'explique par la disponibilité des fonds liée aux taux d'échanges du dollar favorables qui a permis au revoir le nombre de bénéficiaires.					

#### b. Vérification des données porte à porte des ménages bénéficiaires :

Au cours de l'exercice, le projet a organisé des séances de vérifications des données de ménages enregistrés comme bénéficiaires pour une confirmation des données collectées lors du ciblage mais également l'intégration des variables sur les conditions socioéconomiques des ménages servant de base sur l'évaluation d'impact.

## IV.1.2.TMS en réponse aux inondations d'avril-mai 2024 :

### 1) Synthèse

Suite à la publication du rapport d'évaluation des dégâts, le gouvernement comorien a sollicité l'appui de la Banque Mondiale pour accompagner la mise en œuvre du plan d'urgence de réponse aux dégâts causé par les fortes intempéries à moyen terme. C'est ainsi que la Banque Mondiale a répondu favorablement par courrier en date du 20 mai 2024 adressé au Ministre des finances pour la mobilisation d'une partie des ressources non engagées dans le cadre des programmes en cours notamment le programme de filets de sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs à travers des transferts monétaires d'urgence aux ménages affectés.

C'est ainsi que le PFSS a déclenché le processus du ciblage des ménages dans les zones affectées.

### 2) Prévision budgétaire et réalisation

Tableau 7 : Prévision budgétaire et réalisation (en KMF)

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	28 185 000	26 345 000	93,47%
NDZ	145 438 625	141 385 000	97,21%
NGZ	26 550 000	19 670 000	74,09%
CN	9 503 676	6 567 276	69,10%
<b>UGP</b>	<b>209 677 301</b>	<b>193 967 276</b>	<b>92,51%</b>
<b>Explication des écarts</b>			
Les raisons des écarts pour Mwali et Ngazidja sont le fait que le nombre des ménages payés sont inférieurs au nombre de ménages prévus.			
L'écart de la Coordination Nationale provient essentiellement des prestations de l'agence de paiement Telco Money dont les rapports définitifs ne sont pas transmis au 31 décembre 2024 alors que l'activité était achevée depuis.			

### 3) Etat d'avancement de la composante

#### a) Ciblage des ménages :

Le processus du ciblage est le même que celui utilisé pour la sélection des bénéficiaires TMS. Ce processus de ciblage visait à sélectionner les ménages vulnérables sinistrés qui sont susceptibles d'être bénéficiaires. L'approche de ciblage adoptée par le Gouvernement (*Décret N°23-63/PR du 05 juillet 2023*) combine le ciblage géographique, l'auto-sélection et le Proxy Means Testing (PMT).

La liste des villages sinistrés est la combinaison faite sur la base des évaluations réalisées par la DGSC et par le projet, à travers le rapport d'évaluation rapide des dégâts, voir liste des villages bénéficiaires retenus en annexes.

Le ciblage des ménages a tenu compte des critères de vulnérabilités emmenant de la méthodologie PMT. Les critères suivants ont été combinés avec le modèle PMT pour estimer le score de vulnérabilité des ménages sinistrés et identifier les ménages bénéficiaires (maisons inondées, toilettes inondées, citernes détruites, cultures agricoles détruites, perte de cheptel, local d'activités endommagé (commerce, atelier, etc.)

Les ménages habitants dans les villages bénéficiaires identifiés lors des évaluations approfondies et qui sont jugés vulnérables par rapport à la crise seront éligibles dans le sous projet « Transferts monétaires ».

Au cours de la réalisation du ciblage, l'enquête d'identification des ménages a duré de façon globale un mois d'intervention.

Les leçons apprises du ciblage sont l'association des paramètres inondations avec les variables PMT, une facilité de localiser les ménages dans les zones TMS et l'amélioration des paramètres inondations déclarés officiellement par DGSC. Le plus marquant c'est la facilité d'établir les listes des ménages classés vulnérables dans le registre social unique soit 3264 / 4470 ménages payés qui représente 73% donc l'importance de rendre le Registre sociale effectif. L'existence des CPS et CR a facilité l'identification des bénéficiaires puisque le projet est déjà intervenu dans la plupart des villages bénéficiaires.

#### **b) Ouvertures des comptes des ménages bénéficiaires HIDAYA :**

Etant donné que le projet avait un contrat valide avec *Telco Money*, le projet a contracté avec cette même agence de paiement pour effectuer le paiement des ménages enregistrés comme bénéficiaires et a procédé à l'ouverture des comptes de tous les ménages et à la confirmation des comptes pour les ménages qui avaient déjà des comptes MVOLA.

Les leçons apprises sont la réduction considérable des doublons des numéros de comptes, l'actualisation rapide des numéros de compte des ménages TMS et la facilité de contracter avec l'agence de paiement qui a nécessité un avenant. Le dynamisme des CPS a permis au projet et l'agence de paiement d'identifier rapidement les bénéficiaires.

*Tableau 8 : Nombre de ménages bénéficiaires TMS par milieu selon l'île*

<b>Ile</b>	<b>Urbain</b>	<b>Rural</b>	<b>Total</b>
<b>MWL</b>	225	444	669
<b>NDZ</b>	1795	1500	3295
<b>NGZ</b>	87	468	555
<b>Total</b>	<b>2107</b>	<b>2412</b>	<b>4519</b>

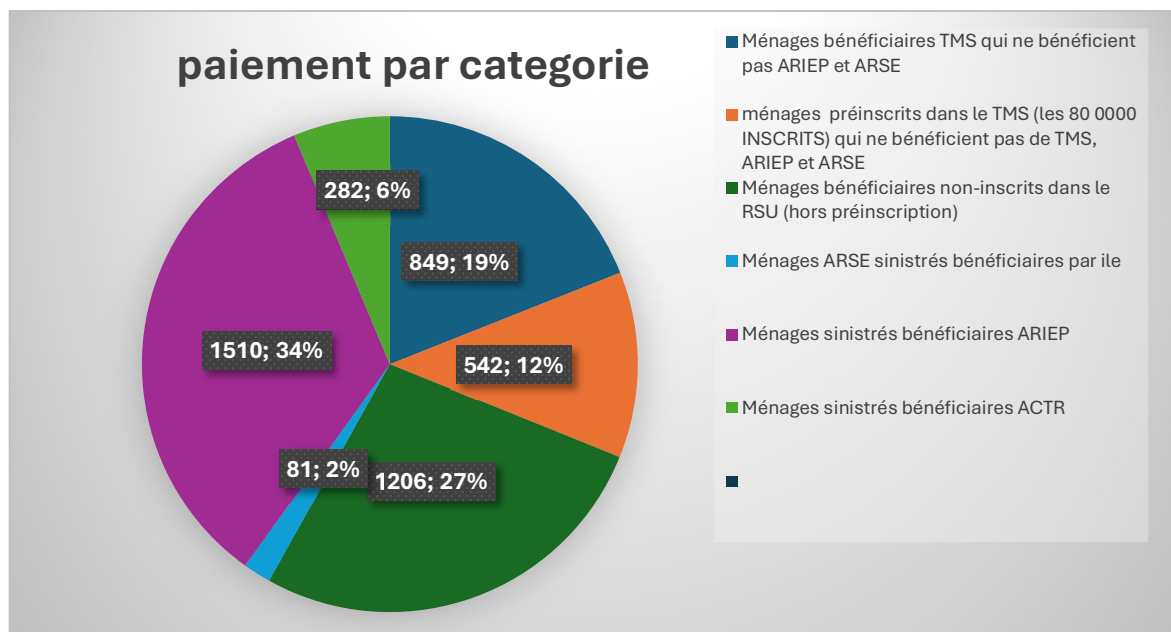
### c) Paiement des ménages

Les montants de transfert sont entre 25 000 et 50 000 KMF par ménages. Les transferts sont de 25.000 KMF par transfert pour 2 paiements, soit au total 50.000 KMF.

Pour les ménages venant de recevoir des transferts monétaires des ARSE ou des ARIEP, c'était un top-up comblant l'écart entre le montant total de 50.000 KMF et le montant perçu. Ainsi, le ménage recevait 30 000 KMF pour un paiement et par ménage pour les ménages bénéficiaires des ARIEP et 25.000 KMF pour un ménage ayant reçu la stratégie de sortie ARSE. Il est de 50 000 KMF pour un paiement et par ménage pour les ménages non bénéficiaires ni des ARIEP et ni de la stratégie de sortie des activités de réinsertion socioéconomique (ARSE) du précédent projet.

Tableau 9: Le type des ménages payés selon les catégories se résume ainsi :

Type de ménages	Nombre
Listes des ménages bénéficiaires TMS qui ne bénéficient pas d'ARIEP et ARSE	849
Les préinscrits dans le TMS (les 80 000 Inscrits) qui ne bénéficient pas de TMS, ARIEP et ARSE	542
Listes des ménages bénéficiaires non-inscrits dans le RSU (hors préinscription)	1206
Listes des ménages ARSE sinistrés bénéficiaires par ile	81
Listes des ménages sinistrés bénéficiaires ARIEP	1510
Listes des ménages sinistrés bénéficiaires ACTR	282
<b>TOTAL</b>	<b>4 470</b>
<b>Observations :</b> Le projet et la banque se sont convenus de ne retenir que les villages qui dispose de plus de 10 ménages touchés et par rapport au prévision initiale, un écart de 49 ménages de moins est observé	



## IV.2. Composante 2: Programmes Renforcement de la résilience

### IV. 2.1: Activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP)

#### 1- Synthèse de la composante :

Les Activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP) sont principalement des moyens de subsistances, de renforcement de capacités techniques et de productivité à travers des formations et ainsi que des activités génératrices de revenus destinées aux ménages les plus vulnérables et en priorité les ménages ayant plus des jeunes et des femmes.

**Tableau 10: Prévision budgétaire et réalisation en KMF**

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	355 702 832	352 835 182	99,19%
NDZ	1 484 228 422	1 344 163 169	90,56%
NGZ	1 287 766 689	1 083 621 559	84,15%
CN	125 427 750	11 737 370	9,36%
<b>UGP</b>	<b>3 253 125 693</b>	<b>2 792 357 280</b>	<b>85,84%</b>
<b>Explication des écarts :</b>			
Globalement, les écarts proviennent des mesures d'accompagnement et des activités de communication qui n'ont pas pu être mises en œuvre pour des raisons techniques. En fait la réalisation de ces activités dépendait de la mise en œuvre des activités ARIEP des ménages. A cela s'ajoutaient les prévisions de paiement des AGEX dont les contrats couvrent trois exercices.			
Les mesures de redressement prises par le projet, est la mise à jour du planning, un encadrement et suivi très rapproché auprès des AGEX pour la finalisation du suivi n°1.			

**Tableau 11 : résumant les activités prévues en chiffres par et par ile**

N	ACTIVITES	Unité	NGZ	NDZ	MWL	TOTAL
01	Ciblage des ménages	Ménages	5 201	6454	1751	13 390
02	Ouverture des comptes des ménages	Ménages	5 201	6454	1751	13 390
03	Recrutement AGEX	ONG	5	6	2	13
04	Paiement de la 1ere tranche	Ménages	5 201	6454	1751	13 390
05	Collecte de données sur la fiche de profilage des ménages et remplissage des plans de résilience	ONG	5 201	6454	1754	13 390
06	Élaboration et validations des pans de résilience	ONG	5 201	6454	1754	13 390
07	Paiement de la deuxième tranche	Ménages	5 201	6454	1754	13 390
09	Formation du personnel des AGEX sur les technique de bases	ONG	45	46	19	129
10	Réalisation des démonstrations pratique	ONG	5	6	2	13

11	Démarrage des activités de Résilience, inclusion économique et productive	ONG	5 201	64541	17549	13 390
13	Formation du personnel des AGEX sur suivi N°1 ;	ONG	45	46	19	129
14	Réalisation du suivi N°1 des activités ;	ONG	5 201	64541	17549	13 390

## 2- Etat d'avancement de la composante

*Tableau 12 : synthétique des prévision et réalisations de la période*

N	ACTIVITES	PREVISION	REALISATION	OBSERVATIONS MESURES de REDRESSEMENT
01	Ciblage des ménages	13 390	13394	-
02	Ouverture des comptes des ménages	13 390	13394	-
03	Recrutement AGEX	13	13	-
04	Paiement de la 1ere tranche	13 390	13394	-
05	Collecte de données sur la fiche de profilage des ménages et remplissage des plans de résilience	13 390	13394	-
06	Élaboration et validations des pans de résilience	13 390	13394	-
07	Paiement de la deuxième tranche	13 390	13394	-
08	Formation du personnel des AGEX sur les technique de bases	129	129	-
09	Réalisation des démonstrations pratique	<b>13</b>	<b>12</b>	-
10	Démarrage des activités de Résilience, inclusion économique et productive	13394	<b>2002</b>	2002 ménages ont démarré leur activité. L'écart constaté est dû à la saisonnalité ainsi qu'au manque de certains produits de premier nécessité que les ménages ont choisi pour réaliser leurs activités. Enfin, la finalisation des plans de résilience a pris beaucoup de temp dû à des erreurs de la collecte et a nécessité des corrections.

N	ACTIVITES	PREVISION	REALISATION	OBSERVATIONS MESURES de REDRESSEMENT
				Le projet a renforcé les compétences des ONG sur l'utilisation des outils digitaux
11	Formation du personnel des AGEX sur suivi N°1 ;	129	129	
12	Réalisation du suivi N°1 des activités ;	13394	0	Le démarrage effectif du suivi a eu lieu début janvier 2025
13	Signature de convention avec les CRDE	17	7	Les autres conventions sont en cours de finalisation et seront disponible au premier semestre 2025

- **Ciblage des ménages** : suite aux séances d'affichage de la liste des ménages et aux séances de traitement des plaintes, 13 394 ménages ont été validé en assemblées générales communautaires pour bénéficier des activités de Résilience, Inclusion Economique et Productive (ARIEP), autrement dit des activités génératrices de revenus. Le projet a par la suite organisé des séances d'enregistrement des récepteurs et la prise des photos des bénéficiaires.

A la suite de cette étape, deux catégories de ménages sont identifiées à savoir les ménages aptes et les ménages inaptes.

Le ménage est considéré apte s'il a au moins un membre du ménage adulte et en pleine possession de leurs capacités physique ou mentales.

Quant aux ménages inaptes, sont les ménages qui n'ont pas de membre apte et ait dans l'incapacité (moral et physique) de réaliser des activités suivant les conditions définis dans le manuel de procédure.

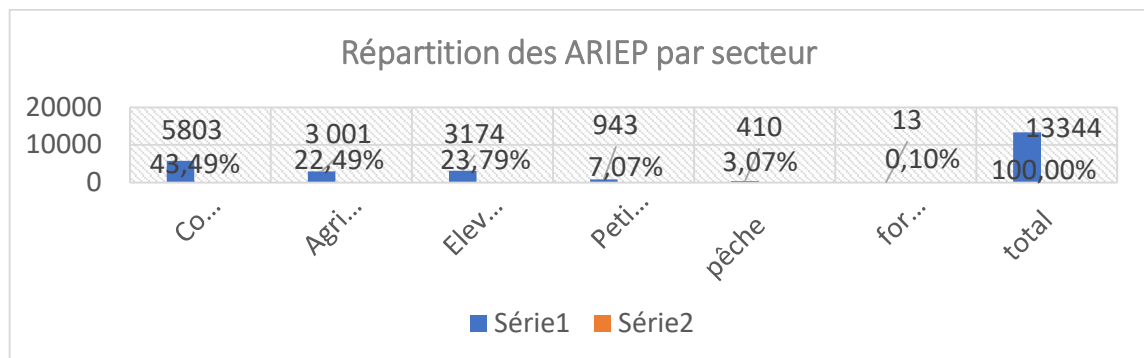
*Tableau 13 : Tableau récapitulatif des ménages aptes et inaptes par ile*

Ile	Villages	Ménages apte	Ménages inapte	Total ménages bénéficiaires
<b>MWL</b>	8	1749	2	1 751
<b>NDZ</b>	33	6457	1	6 458
<b>NGZ</b>	29	5179	6	5 185
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>	<b>13385</b>	<b>9</b>	<b>13 394</b>

- **Ouverture des comptes des ménages** : Le projet a fait recours à des agences de paiement décentralisé en particulier les Sanduk de base et des agences mobiles HURI MONEY pour effectuer le paiement des bénéficiaires des 3 îles. Ces agences de paiement ont procédé à l'ouverture des comptes au profit des ménages bénéficiaires du dit programme, soit **13 394** comptes ouverts.

- **Recrutement des ONG d'encadrement et de suivi des activités des ménages bénéficiaires** : Un avis à manifestation d'intérêt a été lancé dans les journaux, le site du projet et la page Facebook pour la sélection des ONG qui ont de l'expérience pour conduire la mission de suivi et d'encadrement des ménages bénéficiaires. Suite aux évaluations, 13 AGEX sur 37 qui sont manifestées, ont été sélectionné et recruté pour la réalisation de la mission.
- **Paiement de la 1<sup>ère</sup> tranche de 20 000 KMF** : La 1<sup>ère</sup> tranche de 10% est versée aux bénéficiaires par l'agence de paiement (AGEP) sans condition préalable après signature du contrat d'engagement moral et de citoyen. Ce montant est destiné aux préparatifs de (i) subvenir aux besoins de consommation à court terme des ménages ; (ii) assurer dans l'immédiat la protection du capital humain de la famille (nutrition des enfants ; scolarisation des enfants) ; (iii) ouvrir le compte bancaire, et (v) autres besoins de consommation à court terme permettant de faciliter le démarrage de l'activité. Le montant total payé aux bénéficiaires est de **267 880 000 KMF**,
- **Collecte de données sur la fiche de profilage des ménages et remplissage des plans de résilience** : la fiche de profilage, c'est une fiche d'information qui détermine le profil et la situation socio-économique de référence de chaque bénéficiaire.
- **Validations des plans de résilience** : Le plan de résilience est un document pour piloter l'exécution de l'activité du bénéficiaire. Autrement dit, c'est un document qui décrit les objectifs du projet ainsi que les moyens pour les atteindre. Au total, 13 394 plans de résilience des activités ARIEP (business plan).

Le tableau suivant résume la répartition des activités par secteur



- **Formation des AGEX** : au cours de l'année 2024, le projet a organisé une série de formations au profit des AGEX. Les formations avaient comme objectif de renforcer les capacités de ces partenaires sur la mise œuvre des activités ARIEP. Les formations ont été orientées sur les techniques de production de base, l'élaboration d'une méthodologie et d'un planning de travail pour le démarrage des ARIEP et le regroupement des bénéficiaires par type d'activités qui recevront des formations de base. Au total, 129 personnes des

AGEX sont formées sur les techniques de production de base dont 116 Agents de développement communautaire et 13 chefs de missions.

A l'issue de ces formations, les AGEX ont formé à leur tour les bénéficiaires sur les techniques de production de base sur les thématiques de production vivrière, production marechaire, l'élevage de bovins, ovins et Caprins, l'élevages des volailles et sur la pêche et l'artisanat.

- **Paiement de la deuxième tranche :** Après la validation des plans de résilience par les directions régionales et l'approbation par le responsable au niveau de la Coordination nationale, l'UGP a procédé au paiement de la 2<sup>ème</sup> tranche des ARIEP soit 140 000 KMF par ménage pour un total d'un milliard huit cent soixante-quinze million cent soixante mille francs comoriens (1 875 160 000 KMF). Le paiement de ce montant a occasionné le démarrage effectif de l'activité choisie par le ménage.

Pour le lancement des activités, 12 sites et 12 séances de démonstration pratique de la mise en place d'une parcelle de production agricole ont été réalisés au niveau des bureaux régionaux.

- **Enquête Baseline pour l'évaluation d'impact du projet :** Pour donner une appréciation des activités à réaliser, le projet a fait recours au recrutement des enquêteurs et statisticiens pour la conduite de l'évaluation d'impact. Au 31 décembre, les données ont été collectées et l'analyse des données est en cours.
- **Rattrapage des plans de résiliences de 41 ménages et formations :** Des ménages déclarés inaptes au moment de l'enregistrement des ménages mais après vérification à domicile, il a été constaté que ces ménages ont les capacités physiques et morales pour conduire des activités AGR. Au total 41 ménages sont de nouveau capables de mener une activité et sont repartis de la manière suivante : 19 à Mwali, 7 à Ndzouani et 15 à Ngazidja. Les plans de résiliences de ces ménages sont en cours de finalisation.
- **Démarrage des activités :** Suite au paiement de la deuxième tranche, les ménages ont démarré leurs activités. Ces activités sont en général orientées sur : le Commerce de proximité, la Production vivrière, le Maraichage, l'Elevage de caprins, l'Elevage de bovins et la couture.

À la date du 31 décembre 2024, 2 002 ménages ont démarré leurs activités dont 1768 femmes gestionnaires de l'activité.



Figure 1 bénéficiaire Mremani NDZ



Figure 2 bénéficiaire Mromhouli NDZ

- **Préparation du suivi N°1 des activités ARIEP** : une séance de travail a eu lieu à la Coordination nationale regroupant les directeurs et les responsables techniques pour la préparation des formations techniques de base au profit des bénéficiaires et l'élaboration d'une stratégie de validation des plans de résiliences.
- **Formation des AGEX** : L'UGP a organisé une série des formations du 20 au 31 décembre 2024 au profit des AGEX sur les outils de collecte du suivi N°1. 129 personnes ont bénéficié de ces formations dont 116 ADC et 13 chefs de missions.
- **Réalisation des démonstrations pratique** : au cours de la période, l'UGP a organisé des séances de démonstration pratique de la mise en place des parcelles de production dans les 3 bureaux régionaux avec l'appui des responsables nationaux soit, 12 séances réalisées. Ces séances consistaient plus particulièrement sur les nouvelles techniques agricoles qui permettent d'obtenir plus de production mais aussi l'association de diverses cultures. C'est le cas de la plantation de manioc sur bute, ou de la patate.

Les leçons apprises lors des démonstrations pratiques sont la participation des ménages bénéficiaires qui n'ont pas choisi les activités agricoles et des membres des CPS et les interventions en appui de certains bénéficiaires paysans modèles qui ont facilité les échanges et la compréhension des autres bénéficiaires.



Figure 3 démonstration pratique ARIEP NGZ



Figure 4: démonstration pratique à NDZ

## IV.2.2: Argent Contre Travail Résilients (ACTR).

### 1. Synthèse :

La sous composante 2.2 « Argent contre Travail Résilient (ACTR), vise à mettre en œuvre des travaux d'intérêt communautaire pour soutenir les activités productives et permettant l'amélioration de la résilience communautaire.

Les cibles prioritaires sont les villages et les quartiers des villes avec un indice de vulnérabilité élevée des zones urbaines (ou périurbaines) et rurales.

Les activités ACTR visent à améliorer le capital humain et l'employabilité de la population vulnérable avec des activités Argent Contre Travail Résilient et des formations techniques dans différents domaines y compris celles liées à la prévention contre le changement climatique, et accompagnées également des sensibilisations et formations pour un changement de comportement positif.

### 2. Tableau 14 : Prévion budgétaire et réalisation

BR	Montant prévus	Montant réalisé	Taux de réalisation
MWL	14 491 388	8 690 827	60%
NDZ	88 156 276	55 597 879	63%
NGZ	84 877 989	84 598 434	100%
CN	4 500 000	3 403 200	76%
<b>UGP</b>	<b>192 025 653</b>	<b>152 290 340</b>	<b>79%</b>

**Explication des écarts :**  
 Les écarts constatés sont dus en grande partie au retard enregistré sur le démarrage des ACTR. Ce retard est lié à plusieurs facteurs, dont principalement la levée préalable des conditions de décaissement de la sous composante 2.2 ACTR ainsi que le retard de transmission des rapports par les agences de paiement des programmes TMS et ARIEP.

*Tableau 15: résumant les activités prévues en chiffres par ile*

Désignation des activités	NGZ	NDZ	MWL	CN	TOTAL
Sélection et enregistrement de Ménages bénéficiaires ;	3080	2135	752	NA	5967
Recrutement de consultants chargé de l'identification des activités ACTR ;	3	3	1	NA	7
Élaboration et validation des Pans d'aménagement communautaire (PAC) ;	21	19	6	NA	46
Identification des activités Argent contre travail résilient (ACTR) ;	122	88	24	NA	234
Recrutement des AGEX ACTR chargé de la mise en œuvre des activités ;	4	5	2	NA	11

Désignation des activités	NGZ	NDZ	MWL	CN	TOTAL
Formation du personnel des AGEX d'appui à la mise en œuvre et du suivi des ACTR sur le chantier HIMO;	29	35	9	NA	73
Ouverture des comptes des ménages bénéficiaires des ACTR ;	3080	2135	752	NA	5967
Elaboration et validation de Mémoires Descriptifs de Projet (MDP) ;	21	19	6	NA	46
Elaboration de Fiches de filtration environnementale et PGES ;	73	57	11	NA	141
Formation du personnel des AGEX sur l'utilisation de présence digitale ;	20	15	7	NA	42
Elaboration de modules de formation technique ;	NA	NA	NA	13	13
Signature de conventions de partenariat avec les partenaires techniques ;	7	5	2	NA	14
Démarrage de 10 activités pilotes	4	4	2	NA	10
Renforcement des capacités de l'équipe technique en gestion de risque environnemental et social et VBG ;	11	11	7	20	49
Renforcement des capacités de l'équipe technique en organisation et gestion des chantiers HIMO	20	15	7	NA	42

### 3. Etat d'avancement de la sous- composante

Tableau 16 : synthétique des prévision et réalisations de la période

Désignation des activités	Prévu	Réalisé	Observations
Sélection et enregistrement de Ménages bénéficiaires ;	<b>5967</b>	<b>5946</b>	L'écart constaté concerne des villages où l'effectif pour réaliser des ACTR n'a pas atteint c'est le cas de Mvouni
Recrutement de consultants chargé de l'identification des activités ACTR ;	7	7	NA
Élaboration et validation des Pans d'aménagement communautaire (PAC) ;	46	46	NA
Identification des activités Argent contre travail résilient (ACTR) ;	234	234	
Recrutement des AGEX ACTR chargé de la mise en œuvre des activités ;	11	11	NA

Désignation des activités	Prévu	Réalisé	Observations
Formation des ONG d'appui à la mise en œuvre et du suivi des ACTR sur le chantier HIMO;	73	73	NA
Ouverture des comptes des ménages bénéficiaires des ACTR ;	5967	5946	NA
Elaboration et validation de Mémoires Descriptifs de Projet (MDP) ;	46	46	NA
Formation du personnel des AGEX sur l'utilisation de présence digitale ;	42	42	NA
Elaboration de modules de formation technique ;	13	13	NA
Signature de conventions de partenariat avec les partenaires techniques ;	14	2	Les autres conventions sont en attente des propositions des CRDE envoyé pour avis
Démarrage de activités pilotes	10	10	NA
Renforcement des capacités de l'équipe technique en gestion de risque environnemental et social et VBG ;	49	49	NA
Renforcement des capacités de l'équipe technique en organisation et gestion des chantiers HIMO	9	9	NA

**a) Ciblage des ménages bénéficiaires :**

Le processus de ciblage est fait dans le cadre du ciblage TMS tel que défini dans le Manuel de Transferts Monétaires Sociaux (TMS).

Le processus a abouti à la sélection du nombre de ménages prédéfini ci-avant dans les villages bénéficiaires qui concerne à la fois les ménages aptes et inaptes.

Le processus de ciblage des ménages bénéficiaires ACTR comporte les étapes suivantes :

- Lorsque le village bénéficie à la fois des ARIEP et des ACTR, on choisit d'abord dans les ménages bénéficiaires TMS les plus vulnérables jusqu'à obtenir le nombre de ménages (quotas) bénéficiaires des ARIEP, puis on choisit le nombre de ménages bénéficiaires ACTR parmi les ménages TMS restant.
- Lorsque le village bénéficie uniquement des ACTR, on sélectionne directement les ménages bénéficiaires TMS les plus vulnérables jusqu'à obtenir le nombre des ménages (quotas) bénéficiaires ACTR.

Au total, **5 946** ménages sont enregistrés comme bénéficiaires des ACTR dont **38** bénéficiaires déclarés inaptes (MWL : 2, NDZ : 6 et NGZ : 30).

Tableau 17: répartition des ménages par type et par ile :

Ile	Villages	Ménages apte	Ménages inaptes	Total ménages
<b>MWL</b>	4	750	2	752
<b>NDZ</b>	19	2113	6	2 119
<b>NGZ</b>	21	3045	30	3 075
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>5 908</b>	<b>38</b>	<b>5 946</b>

**b) Elaboration et validation des Plans d'Aménagement Communautaire (PAC) :**

Le projet a fait recours au recrutement de 7 consultants individuels pour l'identification des activités et des sites à aménager correspondants par village. Ces consultants ont été recrutés en fonction des besoins pour élaborer et mettre à la disposition de chaque communauté bénéficiaire un plan d'aménagement communautaire (PAC) d'Activités à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO), ayant un impact positif sur la résilience socio-économique des ménages bénéficiaires et au changement climatique. Ce plan a pour objectif principal d'identifier, sur la base de critères prédéfinis, les activités qui peuvent être envisagées à être réalisées pour chacune des communautés bénéficiaires des ACTR et procéder parallèlement à l'identification des sites pour la mise en œuvre des activités productives ou communautaires.



Figure 5: séance de validation de PAC à MWL

Au total, 44 plans d'aménagement Communautaires (soit 100%) sont validés dans les trois directions régionales en assemblées générales communautaires en présence de l'UGP. Au total 234 activités « Argent contre travail résilient (ACTR) » sont identifiées dans 141 sites réparties ainsi :

Tableau 18: répartition des nombres d'activités et site par ile

BR	Nombre de site à aménager	Nombre d'activités	Nombre de m <sup>2</sup> prévus	Nombre ha prévus
MWL	11	24	116 580	11,7
NDZ	57	88	388 171	38,8
NGZ	73	122	827 013	82,7
<b>UGP</b>	<b>141</b>	<b>234</b>	<b>1 331 764</b>	<b>133,2</b>

c) **Recrutement des AGEX ACTR** : le projet a fait appel à travers un avis à manifestation d'intérêt au recrutement des ONG qui sont chargées de l'encadrement et de la mise en œuvre des activités. Au total 30 ONG se sont manifestées et suite à l'évaluation, 13 ONG ont été sélectionnées et recrutées dont 2 à MWL, 6 à NDZ et 5 à NGZ.

d) **Formation des ONG d'appui à la mise en œuvre et du suivi des ACTR** : l'objectif de la formation est de renforcer les compétences et capacités techniques des ONG -ACTR sur l'organisation, la mise en œuvre et la gestion des chantiers HIMO des Activités argent contre travail résilient.

Les thématiques suivantes ont été dispensées :

- ✓ Les activités argent contre travail résilient
- ✓ Les rôles et responsabilités des SO, ADC, CC et leurs mandats
- ✓ Le processus de ciblage ACTR et gestion des plaintes
- ✓ Les notions sur les violences basées sur le genre (VBG)
- ✓ Le processus des mesures d'accompagnement (**MACC**)
- ✓ La gestion des chantiers HIMO et le mémoire descriptif de projet
- ✓ Le processus de paiement et le programme de la stratégie de sortie

Par ailleurs, le personnel des AGEX, notamment les chefs de missions, les Chefs de chantiers, les socio-organisateur et les comptables ont été formés sur la gestion des chantiers HIMO et sur les procédures de passation de marchés de la Banque Mondiale. Au total, 42 personnes ont été formées (MWL : 7, NDZ : 15 et NGZ : 20).

e) **Ouverture des comptes des ménages bénéficiaires des ACTR** : Des problèmes techniques ont été constaté auprès de l'Agence de Paiement HURI MONEY qui a été pressenti initialement pour le paiement des bénéficiaires dans certaines zones. Ceci a conduit l'UGP de changer d'agence de paiement. A la date du 31 décembre 2024, 4 090 comptes mobiles des ménages bénéficiaires sont ouverts par l'agence de paiement Mvola). Toutefois, des mises à jour des comptes ont été opéré dans certains villages.

f) **Elaboration et validation des Mémoires Descriptifs de Projet (MDP)** : 46 mémoires descriptifs ont été élaborés et validés dont 21 à NGZ, 19 à NDZ et 6 à MWL.

- Les AGEX ont été formées sur l'utilisation digitale de présence, soit 42 personnes formées,

- 13 modules de formation technique ont été élaborés et mis à la disposition des AGEX et servent de base de démonstration pratique sur les sites.
- g) **Démarrage de chantier** : le projet a organisé 15 réunions de démarrage de chantiers au mois de décembre 2024 dans les 10 villages pilotes bénéficiaires des activités ACTR (MWL : 2, NDZ : 4 et NGZ : 4) ;



Figure 6 : lancement des ACTR

- h) **Signature de convention avec les partenaires techniques** : Pour assurer une bonne pérennisation des activités, l'UGP a prévu de faire des partenariats avec les partenaires techniques notamment les CRDE. Cependant, à la date du 31 décembre 2024, 2 conventions seulement ont été signées au niveau de MWL et les autres sont en cours de finalisation ;
- i) **Renforcement des capacités de l'équipe technique** en gestion de risque environnemental et social : une formation au profit du personnel du projet sur les aspects environnementaux et sociaux a été réalisé et au total 7 personnes ont été formées ;

#### IV.2.3: Mesures d'accompagnement.

##### 1- Synthèse :

Les mesures d'accompagnement sont mises en œuvre par les projets de développement de protection sociale et de santé ainsi que d'autres secteurs pour renforcer les résultats à atteindre dans le cadre du développement humain et socio- économique des communautés bénéficiaires.

Les mesures d'accompagnement liées au développement humain sont des processus qui s'opèrent dans le cadre de l'interaction entre le projet et les bénéficiaires. C'est une modalité d'interventions qui consiste à contribuer au Développement et au bien-être de la famille des bénéficiaires du projet

en leur inculquant des connaissances sur des thématiques utiles et en leur assurant le transfert des compétences dans le domaine du développement humain et du bien-être de la famille.

Des sensibilisations sur les mesures d'accompagnement ont été réalisées au moment des ouvertures des comptes et au moment de paiement.

Les thèmes développés concernent l'éducation financière, la santé, la nutrition et le Wash axé sur la propreté des aliments, le lieu d'habitation et l'environnement, la gouvernance, le développement de la petite enfance et la violence basée sur le genre.

*Tableau 19: résumant les activités prévues en chiffres par et par ile*

Désignation des activités	MWL	NDZ	NGZ	TOTAL
<b>MACC liées au ARIEP</b>				
Formation de l'équipe RTPSRCAF sur les premiers thématiques de MACC	1	1	1	3
Mis en place des ML/PL	170	233	63	466
Formation des SOMACC/CM sur les premiers thématiques de MACC	28	36	12	76
Formation des ML/PL CM sur les premiers thématiques de MACC	170	233	64	467
Formation des CPS sur les premiers thématiques de MACC	136	78	66	280
Sensibilisation dans les EBE	5132	9074	1456	15662
Sensibilisation Espace Enfants	636	1638	1285	3559
<b>MACC liées aux ACTR</b>				
Mis en place des ML/PL	117	77	25	219
Formation des SOMACC/CM	13	19	6	38
Formation des ML/PL	115	77	25	217
Formation des CPS	58	38	23	119
Formation DPE de la conception à 3 ans	5	4	5	23 y compris Coordination

## 2- Etat d'avancement

Tableau 20 : synthèse des réalisations de la période par rapport aux prévisions

<b>MACC liées au ARIEP</b>	<b>Prévue</b>	<b>Réalisées</b>	<b>Observations</b>
Mis en place des ML/PL	467	467	
Formation des SOMACC/CMS sur les premiers thématiques de MACC	76	76	
Formation des ML/PL CMS sur les premiers thématiques de MACC	467	467	
Formation des CPS CMS sur les premiers thématiques de MACC	280	280	
Sensibilisation dans les EBE	13 394	12 166	
Sensibilisation Espace Enfants	3 559	3 559	
Formation de l'équipe RTPSRCAF sur les premiers thématiques de MACC	3	3	
<b>MACC liées aux ACTR</b>			
Mis en place des ML/PL	219	219	
Formation des SOMACC/CM	38	38	
Formation des ML/PL	217	217	
Formation des CPS	119	119	
Formation DPE de la conception à 3 ans	23	23	

### a) Mise en place des ML/PL dans les villages bénéficiaires ARIEP et ACTR :

L'élection et la mise en place des ML/PL est la détermination par voix libre ou par élection des Leaders de groupes appelés mères ou pères leaders.

Des réunions s'organisent comme suit :

- Le rappel des objectifs du programme
- Le rappel des critères d'éligibilité,
- Le regroupement de 20 à 25 ménages par proximité de quartier ou par la similarité des activités de résilience choisies
- L'identification des candidats (es) potentiel(les)s
- L'élection d'une Mère -Leader ou d'un Père- Leader par groupe (vote secret ou main levé),
- Rappel des conditions de travail et des engagements des membres par rapport au vote
- Engagement réciproque entre les ML/PL élus et les membres de chaque groupe,
- Remplissage du PV, enregistrement des coordonnées, enregistrement de la liste des ménages dans chaque groupe dans le smartphone.
- Présentation des prochaines étapes.

Au total 686 ML/PL sont mis en place dans les villages bénéficiaires dont 467 dans les villages ARIEP et 219 dans les villages ACTR.

#### **b) Formation des ML/PL et CPS :**

La formation a pour objectifs, de renforcer les capacités des acteurs sur les thématiques des MACC.

Quant aux objectifs spécifiques, c'est de renforcer les connaissances des ML/PL/CPS afin d'assurer la formation, l'encadrement et le suivi de la mise en œuvre adéquate des bénéficiaires des ACTR et les familiariser aux techniques d'animation et de suivi des activités des bénéficiaires des ACTR.

Les thématiques dispensées se résument ainsi :

- ✓ Être élue, un leader qui a confiance en soi,
- ✓ Être Parents responsables ayant confiance en eux
- ✓ Coup de pouce et Affirmation de soi,
- ✓ Communication pour le changement de comportement
- ✓ Gouvernance citoyenne,
- ✓ Education financière (épargne et budget)
- ✓ Développement de la petite enfance de 3 à 5ans (socialisation, langage, motricité et savoir)

Au total, 686 ML/PL et 319 CPS sont Formés sur les premiers thématiques.

15 662 ménages Sensibilisés dans les EBE et 3 559 enfants sont pris en charge dans les espaces enfants.

#### **c) Formation de l'équipe RTPSRCAF sur les premiers thématiques de MACC**

Sous la supervision du Directeur principal des opérations, les responsables techniques des 3 directions régionales ont été formés sur les premiers thématiques afin de pouvoir être en mesure renforcer les capacités des ONG.

#### **d) Formation des socio organisateur des ONG sur les premiers thématiques de MACC**

La formation a pour objectif de former le personnel des AGEX sur les thématiques des Mesures d'accompagnement dans le but de renforcer les connaissances des AGEX afin d'assurer l'encadrement et le suivi de la mise en œuvre adéquate des activités par les ML/PL/CPS et les familiariser aux techniques d'animation et de suivi des activités des ML/PL. Au total 114 personnes ont été formées.

#### **e) Formation du personnel du projet sur le développement de la petite enfance**

Au cours de la période, le projet a élaboré les documents de la deuxième thématique des MACC (Pratique essentiel familiale, Santé reproductive des jeunes : lutte contre les grossesses précoces, avortement, Lutte contre le VIH-SIDA, Développement de la petite enfance, VBG, Hygiène

Assainissement et WASH, Education de l'environnement, Gestion administrative et financier d'un groupement, Tontine ;

**f) Réalisation de l'enquête sur l'identification des EBE, jeux et jouets, compte et berceuses dans les villages ARIEP.**

L'objectif principal de cette enquête était d'identifier des espaces de bien-être existantes dans les communautés et plus précisément, il s'agit de :

- Identifier les pratiques culturelles et traditionnelles liées au repos et à l'apaisement (comme l'usage des berceuses, conte, jeux et jouets pour les enfants).
- Déterminer les infrastructures ou espaces existants pouvant être réhabilités ou améliorés.

**Processus de l'Enquête**

- Définition des objectifs spécifiques
- Elaboration et digitalisation du questionnaire
- Identification des villages
- Sensibilisation et mobilisation de la communauté pour assurer leur participation.
- Formation des enquêteurs

L'analyse et l'interprétation des données ainsi que l'élaboration du rapport sont en cours de réalisation et seront disponibles fin février 2025.

**g) Etude sur la mise en place des garderies communautaires a été réalisée par le projet et la Banque mondiale :**

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PFSS-RRC, la mise en place des garderies communautaires est primordiale et permettrait aux mères des ménages bénéficiaires du projet ayant des enfants de s'engager pleinement dans leurs activités quotidiennes. A cet effet, une étude de faisabilité dont le principal objectif est de réaliser une analyse du contexte actuel en tenant compte des services existants aux Comores en particulier dans les villages bénéficiaires du projet a été jugé nécessaire.

Selon les résultats préliminaires de l'étude, les communautés ont embrassé l'idée et sont prêts à confier les jeunes enfants à la garderie. Pour la pérennisation de cette activité, la prise en charge par le gouvernement et les partenaires ou avec la participation communautaire est nécessaire.

Pour la réussite de cette activité, le renforcement de la sensibilisation et la formation des bénéficiaires sur l'intérêt et le fonctionnement des garderies communautaires sera de mise. Il est de même de mettre l'accent sur les jeux et les jouets dans les animations pour inciter les enfants à fréquenter les garderies ;

A la date du 31 décembre 2024, le projet a réalisé le document de cadrage des garderies communautaires et l'établissement du chronogramme des activités du DPE.

Comme perspectives de l'année 2025, à l'issue du plan de mise en œuvre des garderies élaborées, le projet compte démarrer les améliorations en développement de la petite enfance au niveau des groupes de ménages bénéficiaires ainsi que la phase pilote des garderies communautaires auprès de quelques villages ARIEP-ACTR.

#### **IV.2.4 Gestion des risques environnementaux et sociaux.**

##### **IV.2.4.1. Gestion des Risques Environnementaux :**

Etat d'avancement :

- Elaboration des Formulaires de filtration environnementale et sociale des activités ARIEP
- Dans le cadre de la réhabilitation des bâtiments abritant les bureaux de la CN et BR Mwali, deux Formulaires de filtration environnementale et sociale et deux PGES ont été réalisés et validés par la Banque Mondiale ;
- Dans ce même cadre un Cahier des Clauses Environnementales et sociales a été élaboré et inséré dans le DAO et dans le contrat à l'entreprise.
- Durant la période des PGES par type d'activités et des codes de bonne pratique des ARIEP ont été élaborés et validés par la BM.

Dans le cadre de la mise en œuvre des ACTR, 141 Fiches de filtration environnementale et PGES ont été élaborés en tenant compte des observations et recommandations émises par la BM sur les premiers fiches de filtration et PGES qui ont été soumis ;

- Aucun incident ni accident n'a été enregistré durant la période
- Des renforcements des capacités de l'équipe technique en gestion de risque environnemental et social et VBG, notamment sur le CES de la BM ont été réalisées durant la période ;

##### **IV.2.4.2. Gestion des Risques sociaux :**

###### **1. Synthèse :**

Il s'agit d'un mécanisme permettant de traiter les problèmes sociaux dans la conception et la mise en œuvre du projet. Dans le cadre du PFSS-RRC, deux mécanismes sont programmés. Il s'agit du suivi évaluation communautaire et audience publique communément appelé **SECAP** et le mécanisme de gestion de plainte.

###### **2. Etat d'avancement**

###### **a) Le Suivi évaluation Communautaire et audience publique (SECAP)**

###### **➤ Objectif**

Le SECAP est utilisé pour favoriser et développer :

- L'accès à l'information (Transparence) ;
- La responsabilisation (Redevabilité et Engagement citoyen) ;
- L'inclusion et la participation (Participation citoyenne) ; et
- La capacité d'organisation locale (Gouvernance locale).

➤ **Cycle opérationnel**

L'ensemble des activités de suivi-évaluation participatif est effectué au moins trois fois au cours des activités TMS, ARIEP et ACTR. Ainsi, des actions spécifiques d'évaluation participative sont programmées et réalisées :

- Un SECAP Partiel (SECAP 1) : Pendant la présélection des bénéficiaires ;
- Des SECAP complets (i) avant le 1<sup>er</sup> paiement des bénéficiaires, (ii) suivi du processus et (iii) à la clôture des activités TMS/ ARIEP fin des travaux ACTR.

➤ **Le SECAP 2 TMS :**

Le SECAP 2 réalisé pendant la période est intervenu après le 2<sup>ème</sup> paiement des ménages bénéficiaires TMS.

Les objectifs spécifiques du SECAP 2, se déroulent par une réunion d'évaluation communautaire (CPS, CR, AGEX et AGEF) ; une Réunion d'auto-évaluation des responsables (CPS, CR, AGEX et AGEF) ; une Audience publique ou réunion d'échange et de concertation ; et la dissémination des informations.

Les principaux résultats se résument ainsi :

*Tableau 21 : évaluation communautaire*

<b>Indicateurs et Questions</b>	<b>Nombre des participants</b>	<b>Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui</b>	<b>Taux de satisfaction antérieur</b>
Score total du CPS par la Communauté	40 388	92,56%	NA
Score total de la Cellule de Recours par la Communauté	60 522	90,36%	NA
Score de l'AGEX par la Communauté	56 190	95,64%	NA
Score de l'Agence de Paiement par la Communauté	50 841	93,63%	NA

Indicateurs et Questions	Nombre des participants	Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui	Taux de satisfaction antérieur
<b>TOTAL</b>	207 241	93, 05%	

Les résultats de l'évaluation communautaire est de 93, 05% qui est supérieur à 70 % d'où on peut dire qu'il s'agit d'une bonne performance « Effort à soutenir »

**Tableau 22 : auto-évaluation**

Indicateurs et Questions	Nombre des participants	Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui	Taux de satisfaction antérieur
Score de l'Autoévaluation du Comité de Protection sociale	4 272	90,33%	NA
Score de l'autoévaluation de la Cellule de recours	3 207	96,69%	NA
Score de l'Autoévaluation de l'AGEX	3 231	98,39%	NA
Score de l'Autoévaluation de l'Agence de Paiement	1 855	98,38%	NA
<b>TOTAL</b>	<b>12 575</b>	<b>95, 95%</b>	

Les résultats de l'auto-évaluation sont de 95,95% qui sont supérieur à 70 % démontre une bonne performance « Effort à soutenir » du travail réalisé dans le domaine.

- **Réunion d'Audience publique :**

D'une manière générale, la conduite des travaux du SECAP s'est bien déroulée. Les acteurs impliqués ont bien participé en répondant aux différentes questions de manière très claire.

Des recommandations ont été formulées pour l'amélioration à court et à long terme. Ces recommandations ont été formulées à travers un plan d'action.

- **Plan d'Action de redressement et de dissémination des informations**

Les plans d'actions et de redressement à entreprendre qui ont été élaborés pendant l'audience publique du SECAP 2 TMS sont en annexe. Toutefois, nous illustrons quelques cas notamment :

- Renforcer, sensibiliser ou remplacer les membres des CPS, CR par des personnes volontaires, animés de bonne volonté et capables de travailler avec le projet afin de pouvoir atteindre aux missions assignées ;

- Organiser des ateliers ou des réunions d'informations avec les CPS, CR pour bien clarifier leurs missions et les étapes du projet ;
- Renforcer le système de communication dans d'autres localités pour garantir la vulgarisation des informations
- Renforcer la communication et la sensibilisation à tous les niveaux et avec toutes les parties prenantes du projet
- Veiller au paiement des personnes non payées pour le bon déroulement du processus et des activités sur le terrain ;
- Organiser et structurer mieux la CR pour la bonne coordination de l'équipe et l'engagement pour le fonctionnement des activités des recours et des plaintes
- Assurer en permanence l'affichage des activités pour la compréhension et la sensibilisation permanentes des informations du projet par l'AGEX et le CPS
- Collaborer ensemble avant de faire une descente sur terrain
- Les bénéficiaires âgés ou qui n'ont pas fait l'école doivent être assisté par un membre de la famille
- Former les facilitateurs pour asseoir un savoir-faire digne pour l'efficacité des activités du SECAP 3

➤ **Le SECAP 2 ARIEP :**

Le SECAP 2 réalisé pendant la période est intervenu après le 1<sup>er</sup> paiement des ménages bénéficiaires ARIEP.

Les objectifs spécifiques du SECAP 2, se déroulent par une réunion d'évaluation communautaire (CPS, CR, AGEX et AGEPE) ; une Réunion d'auto-évaluation des responsables (CPS, CR, AGEX et AGEPE) ; une Audience publique ou réunion d'échange et de concertation ; et la dissémination des informations.

Les principaux résultats se résument ainsi :

**Tableau 23: évaluation communautaire**

<b>Indicateurs et Questions</b>	<b>Nombre des participants x le nombre de questions</b>	<b>Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui</b>	<b>Taux de satisfaction antérieur</b>
Score total du CPS par la Communauté	<b>41 209</b>	<b>90,53%</b>	<b>94,59%</b>

Indicateurs et Questions	Nombre des participants x le nombre de questions	Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui	Taux de satisfaction antérieur
Score total de la Cellule de Recours par la Communauté	35 022	91,32%	<b>93,23%</b>
Score de l'AGEX par la Communauté	81 508	92,33%	<b>94,63%</b>
Score de l'Agence de Paiement par la Communauté	35 022	91,23%	<b>97,33%</b>
<b>TOTAL</b>	192 761	91,35%	<b>94,95%</b>

Iles	Nombre de communautés	Nombre de CPS	Scores Respect de la Transparence du processus	Scores Respect des engagements	Score Respect des règles de la mise en œuvre	Scores Respect des droits des ménages	Scores de l'évaluation du CPS
Ngazidja	29	29 <sup>1</sup>	86,66%	86,35%	90,72%	<b>89,07%</b>	<b>88,20%</b>
Ndzouani	33	33 <sup>2</sup>	90,00%	87,82%	79,91%	<b>96,06%</b>	<b>88,45%</b>
Mwali	8	8 <sup>3</sup>	97,93%	98,91%	100,00%	<b>100,00%</b>	<b>99,21%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	91,53%	91,03%	90,21%	<b>95,04%</b>	<b>91,95%</b>

Les résultats de l'évaluation communautaire sont de 91, 95% qui sont supérieur à 70 % démontre une bonne performance « Effort à soutenir » du travail réalisé dans le domaine. Néanmoins par rapport au taux de satisfaction de l'évaluation précédente, le taux a chuté de 3%, toutefois la performance est bonne.

**Tableau 24 : auto évaluation**

Indicateurs et Questions	Nombre des participants X le nombre de questions	Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui	Taux de satisfaction antérieur
Score de l'Autoévaluation du Comité de Protection sociale	<b>3 276</b>	<b>94,56%</b>	<b>90,18%</b>

<sup>1</sup> Zone 1 : 5, Zone 2 : 5, Zone 3 : 5, Zone 4 : 6 et Zone 5 : 8

<sup>2</sup> Zone 1 : 6, Zone 2 : 8, Zone 3 : 7, Zone 4 : 6 et Zone 5 : 6

<sup>3</sup> Zone 1 : 7 et Zone 2 : 1

Indicateurs et Questions	Nombre des participants X le nombre de questions	Taux de satisfaction : Pourcentage de la réponse oui	Taux de satisfaction antérieur
Score de l'autoévaluation de la Cellule de recours	1 386	94,80%	<b>98,12%</b>
Score de l'Autoévaluation de l'AGEX	3 255	88,97%	<b>97,95%</b>
Score de l'Autoévaluation de l'Agence de Paiement	730	90,78%	<b>99,20%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 647</b>	<b>92,28%</b>	<b>96,36%</b>

Iles	Nombre de communautés	NB CPS	SCORES Respect de la Transparence du processus	SCORES Respect des engagements	Score Respect des règles de la mise en œuvre	SCORES Respect des droits des ménages	Scores de l'autoévaluation du CPS
Ngazidja	29	29	94,50%	90,55%	98,57%	<b>94,29%</b>	<b>94,48%</b>
Ndzouani	33	33	96,89%	93,83%	85,56%	<b>92,78%</b>	<b>92,27%</b>
Mwali	8	8	84,69%	94,88%	70,59%	<b>85,29%</b>	<b>83,86%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>92,03%</b>	<b>93,09%</b>	<b>84,91%</b>	<b>90,79%</b>	<b>90,20%</b>

Les résultats de l'auto évaluation est de 92, 28% qui sont supérieur à 70 % démontre une bonne performance « Effort à soutenir » du travail réalisé dans le domaine. Néanmoins par rapport au taux de satisfaction de l'évaluation précédente, le taux a chuté de 3%, toutefois la performance est bonne.

- **Réunion d'Audience publique :**

C'est une réunion d'échange et de concertation entre les prestataires de service et les bénéficiaires. En général, c'est une séance de discussion en séance plénière animée par le facilitateur sur les résultats des précédentes discussions de groupe, avec tous les acteurs.

Les résultats attendus de cette réunion sont de s'assurer du :

- Respect de la Transparence du processus
- Respect des engagements
- Respect des règles de la mise en œuvre
- Respect des droits des ménages

D'une manière générale, la conduite des travaux du SECAP s'est bien déroulée. Les acteurs impliqués ont bien participé en répondant aux différentes questions de manière très claire. Des recommandations ont été formulées pour l'amélioration à court terme et à long terme. Ces recommandations ont été formulées à travers un plan d'action.

- **Plan d'Action de redressement et de dissémination des informations**

Les plans d'actions et de redressement à entreprendre qui ont été élaborés pendant l'audience publique du SECAP 2 ARIEP sont en annexe. Toutefois, nous illustrons quelques cas notamment :

- Informer en avance la communauté des dates de paiement
- Mettre à la disposition des CPS les listes des bénéficiaires avant tout paiement
- Former les nouveaux membres de la CR sur le mécanisme de la gestion de plaintes

➤ **Le SECAP 3 ARIEP :**

Le SECAP 3 en cours de réalisation pendant la période est intervenu après le 2<sup>ème</sup> paiement des ménages bénéficiaires ARIEP.

Les objectifs spécifiques du SECAP 2, se déroulent par une réunion d'évaluation communautaire (CPS, CR, AGEX et AGEF) ; une Réunion d'auto-évaluation des responsables (CPS, CR, AGEX et AGEF) ; une Audience publique ou réunion d'échange et de concertation ; et la dissémination des informations.

Les activités réalisées pendant la période sont :

- Réunions des évaluations communautaires ;
- Réunions des auto-évaluations ;
- Les audiences publiques sont en cours.

Il reste :

- Les rédactions des rapports des ONG ORIS
- Les rédactions des rapports SECAP des Bureaux régionaux
- La rédaction du rapport consolidé du SECAP 3 ARIEP

**a. Gestions des plaintes**

➤ **Objectif**

Les objectifs de la gestion des plaintes sont :

- la transparence de la gestion du processus par l'ensemble des acteurs ;
- le respect des droits des bénéficiaires;
- la redevabilité des différents acteurs relative à leur engagement;
- solutionner au niveau local les différentes plaintes reçues.

Tableau 25 : Enregistrement et traitement des plaintes par ile

Projet	Plaintes enregistrées	Plainte traitées	Pourcentage de traitement
MWL	1 534	1 534	100%
NDZ	2 493	2 493	100%
NGZ	2 719	2 719	100%
CN	9	9	100%
<b>TOTAL</b>	<b>6 755</b>	<b>6 755</b>	<b>100%</b>

Tableau 26 : Enregistrement et traitement des plaintes par types d'activités et par iles :

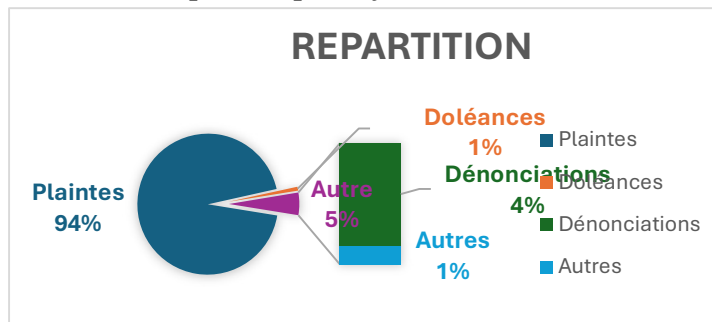
	TMS	ARIEP	ACTR	HIDAYA	AUTRES	TOTAL des plaintes
MWL	1 183	243	102	5	1 <sup>4</sup>	<b>1 534</b>
NDZ	2 413	69	6	5	0	<b>2 493</b>
NGZ	2 376	259	80	4	0	<b>2 719</b>
CN	3	0	0	2	4 <sup>5</sup>	<b>9</b>
<b>Total</b>	<b>5 975</b>	<b>571</b>	<b>188</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>6 755</b>

Tableau 27: Enregistrement et traitement des plaintes par type

Types	Nombre	Nombre
Type 1 : Les plaintes liées à l'établissement des listes de bénéficiaires	4446	4 667
Type 2 : Les plaintes liées aux paiements	1 640	2 080
Type 3 : Les plaintes liées aux services rendus par les différents partenaires (UGP, ONG, Agence de paiement, autres entités).	1	5
Type 4 : Plaintes liées aux demandes d'information	3	3
Type 5 : Plaintes liées aux VBG et HS	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 090</b>	<b>6 755</b>

Tableau 28 : Enregistrement et traitement des plaintes par objet

Types	Nombre
Plaintes	6 309
Doléances	59
Dénonciations	293
Autres	56
<b>TOTAL</b>	<b>6 755</b>

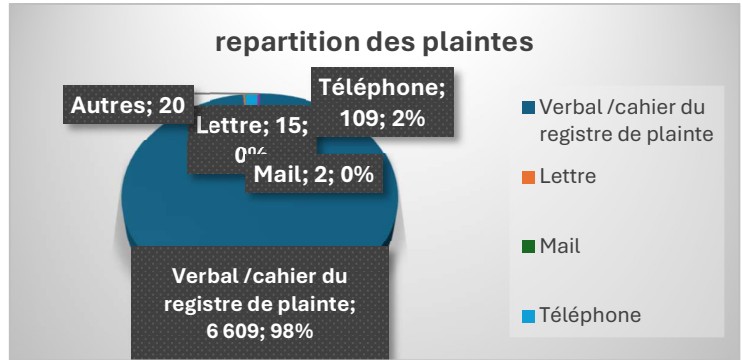


<sup>4</sup> Il s'agit d'une plainte ARSE

<sup>5</sup> Il s'agit de 2 plaintes sur un marché de fournitures, 1 plainte sur un recrutement et 1 doléance du Ministre de la santé sur le village de Lingoni à Anjouan

**Tableau 29 : Les plaintes/doléances ont été envoyées ou capturées par les moyens ci-après :**

Type de rapportage	Nombre
Verbal /cahier du registre de plainte	6 609
Lettre	15
Mail	2
Téléphone	109
Autres	20
<b>Total</b>	<b>6 755</b>



b) Renforcement de capacité du personnel :

L'équipe technique du projet a bénéficié d'un renforcement des capacités en gestion de risque environnemental et social et VBG ;

**IV.2.5. Passation de marchés.**

*Tableau 30 résumant les activités prévues en chiffres par et par ile*

Désignation	MWL	NDZ	NGZ	CN	TOTAL
Services de consultant	8	15	20	11	<b>54</b>
Marché de travaux	1	0	0	1	<b>2</b>
Marché de fournitures	NA	NA	NA	8	<b>8</b>
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>64</b>

Tableau 31 : synthèse des prévisions et réalisations de la période

Activités	Prévision	Réalisation	Observations
Services de consultant	57	54	Le processus est lancé fin décembre et le contrat sera en 2025
Marché de travaux	2	2	Tous les marchés prévus sont exécutés
Marché de fournitures	12	8	Le processus est lancé fin décembre et le contrat sera en 2025. Toutefois, tous les marchés de fournitures sont signés au niveau de la coordination nationale et livrés dans les bureaux régionaux

### 1- Services consultants :

Au cours de l'année 2024, 54 contrats des services de consultant sont signés dont 11 à la Coordination Nationale, 20 à Ngazidja, 15 à Ndzouani et 8 à Mwali.

### 2- Marche de travaux

Durant la période, nous avons signés au total 2 contrats de travaux dont 1 contrat signé au Bureau Régional de MWL, et un contrat à la Coordination nationale. Il s'agit de la réhabilitation des locaux.

### 3- Marché de fourniture et services

Au cours de la période, 8 marchés de fournitures et services sont signés à la Coordination Nationale et les fournitures ont été distribués aux Bureaux Régionaux

## IV.3. Composante 3 : Suivi évaluation et gestion du projet

### IV.3.1. Réalisation Financière

Le budget prévu et réalisé pour la gestion du projet, suivi et évaluation est présenté dans le tableau ci-après :

**Tableau 32 : prévision et réalisation budgétaire**

<b>BR</b>	<b>Montant prévus</b>	<b>Montant réalisé</b>	<b>Taux de réalisation</b>
MWL	86 274 020	84 509 281	97,95%
NDZ	109 938 749	84 920 863	77,24%
NGZ	88 199 520	79 860 854	90,55%
CN	365 559 533	366 750 804	100,33%
<b>UGP</b>	<b>649 971 822</b>	<b>616 041 802</b>	<b>94,78%</b>
<b>Explication des écarts</b>	<p><b>Globalement les réalisations effectives représentent 94,78% et l'écart constaté provient des activités suivantes qui n'ont pas pu être mises en œuvre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités d'appui à la mise en place du Registre Social Unique,</li> <li>- les renforcements de capacités de l'Unité de Gestion</li> <li>- les audits externes prévus en début de l'année 2025</li> </ul>		

### **IV.3.2. Etat d'avancement**

#### **1. Gestion du Projet**

- h) **Elaboration et mise à jour des manuels** : Des mises à jour des manuels de procédure ont été réalisées particulièrement le manuel administratif et financier, le manuel des mesures d'accompagnement, le manuel ACTR et manuel ARIEP. Par ailleurs, le projet a élaboré un guide de coordination entre l'UGP et les entités bénéficiaires d'activités du projet dont le ministère de la Santé et de la Protection sociale, un guide qui résume les manuels de procédures mais aussi qui donne les directives de demande de financement par les partenaires de mise en œuvre. Des séances d'internalisation des manuels sont programmés pour 2025. Ceci pour permettre au personnel d'avoir les mêmes compréhensions.
- i) **Appui à la direction de la solidarité et la protection sociale** : L'UGP a appuyé la direction de la solidarité et de la protection sociale par le recrutement d'un consultant en protection sociale ;
- j) **Suivi et supervision des activités du projet** : au cours de la période les responsables nationaux ont organisé des missions des supervisions dans les bureaux régionaux dans le but d'améliorer la mise en œuvre des activités mais aussi rencontrer les bénéficiaires et les partenaires pour plus de visibilité. Chaque responsable de la Coordination nationale a organisé au moins 2 missions de supervision.
- k) Des ateliers de regroupement du personnel par service ont été organisé dans les bureaux régionaux dans le but d'élaborer les outils et documents de base du projet.

- l) **Supervision de la Banque** : la Banque mondiale a effectué deux missions de supervisions, respectivement aux mois d'avril- mai et aux mois d'octobre/novembre. L'objectif de ces missions est de superviser, évaluer et apprécier les progrès réalisés par le projet. Des visites de terrain ont été organisées pour échanger avec les ménages bénéficiaires et apprécier les activités mises en œuvre.
  
- m) **Démarrage de l'enquête d'évaluation d'impact Baseline** : faisant suite aux recrutements des statisticiens et enquêteurs, le projet a supervisé au cours des mois de novembre-décembre, la collecte des données des ménages bénéficiaires des 3 activités phares du projet (TMS, ARIEP ACTR).
  
- n) **Préparation de la mise en œuvre du projet sur le renforcement de l'éducation pour améliorer le capital humain** : Un Projet de Renforcement de l'Éducation pour améliorer les Résultats en Matière de Capital Humain aux Comores dont l'objectif de développement du projet est d'améliorer la qualité de l'enseignement et le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est en cours de négociation entre le Gouvernement comorien et la Banque mondiale. L'UGP des PFSS en collaboration avec le Ministère de l'éducation nationale ont travaillé durant les mois de novembre et décembre pour sa préparation. Ce projet dont la présentation au Conseil d'administration de la BM interviendra le 20 février entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> semestre 2025.

## 2.Gestion du personnel

- a) Recrutement d'un Chef comptable
  
- b) Recrutement du Responsable en Passation des marchés (RPM) ;
  
- c) Renforcement de l'équipe du projet (04 cadres dont 3 comptables ont été recrutés : 1 Coordination nationale, 1 Mwali et 1 à Ngazidja et Responsable technique chargé de l'autonomisation de la femme) suite aux vacances de ces postes ;
  
- d) Recrutement de 4 stagiaires comptables en appui au département comptabilité
  
- e) Recrutement de 2 stagiaires informaticiens en appui au département digitalisation et département comptabilité.
  
- f) Recrutement de l'Assistant passation de marché de Ngazidja : l'appel à candidature est lancé du 12 décembre 2024 au 24 décembre 2024. Le processus de sélection est en cours au niveau de la Coordination nationale.

## **1. Renforcement de capacité du personnel**

- Le mois de décembre, une équipe du PFSS a participé à une formation en éducation financière organisée par le Projet PADSF. 10 membres de l'équipe du PFSS ont bénéficié de cette formation.
- Le Coordinateur et les responsables de passation de marché ont également bénéficié des formations sur les procédures de passation de marché de la Banque mondiale.
- Il est de même du personnel du service financier a bénéficié d'une formation sur l'utilisation du TOMPRO, l'élaboration des rapports financiers et les procédures de décaissement de la Banque Mondiale.

## **3. Communication**

En termes de communication, les activités suivantes sont réalisées durant la période :

1. Conception de 8 supports publicitaires,
2. Conception et production des supports de communication ARIEP, ACTR et MACC (7 ARIEP, 9 ACTR et 14 MACC),
3. Organisation de deux points de presse,
4. Cinq communiqués de presse ont été publiés,
5. Formations des médias : le projet a organisé des formations à l'endroit des médias dans l'objectif de renforcer et raviver les connaissances des journalistes et communicateurs des îles de Ngazidja et de Ndzouani sur les filets sociaux de sécurité et plus exactement sur le projet de filets sociaux de sécurités résilients et réactifs aux chocs. Il s'agissait de leur donner les moyens de faire partie de la solution et de devenir des correspondants dans la presse nationale pour contribuer aux changements souhaités par le projet.

### **• Gestion de la base de données**

#### **a) Synthèse :**

Le Management du système d'information consiste à organiser et à gérer l'évolution du système d'information (SI) au sein du Projet FSS :

- Aider les différents responsables à suivre et contrôler l'avancement des travaux pour faciliter l'organisation et la gestion du projet en temps réel ;
- Permettre aussi de garantir la cohérence, la conformité légale et la sécurité des données
- Permettre un mécanisme de collecte de données digital pour une meilleure transparence, et efficacité.

#### **Forces :**

- Utilisations des outils de suivi-évaluation reconnus par la BM (Kobotoolbox, Power BI);
- Existence d'un système solaire pour assurer le fonctionnement permanent des infrastructures du projet

- Existence de plusieurs bases de données (MIS, et autres) pour la gestion et le suivi des activités ;
- La sécurité sur le dispositif digital.

b) Schéma fonctionnel du processus informatique de la digitalisation du projet :

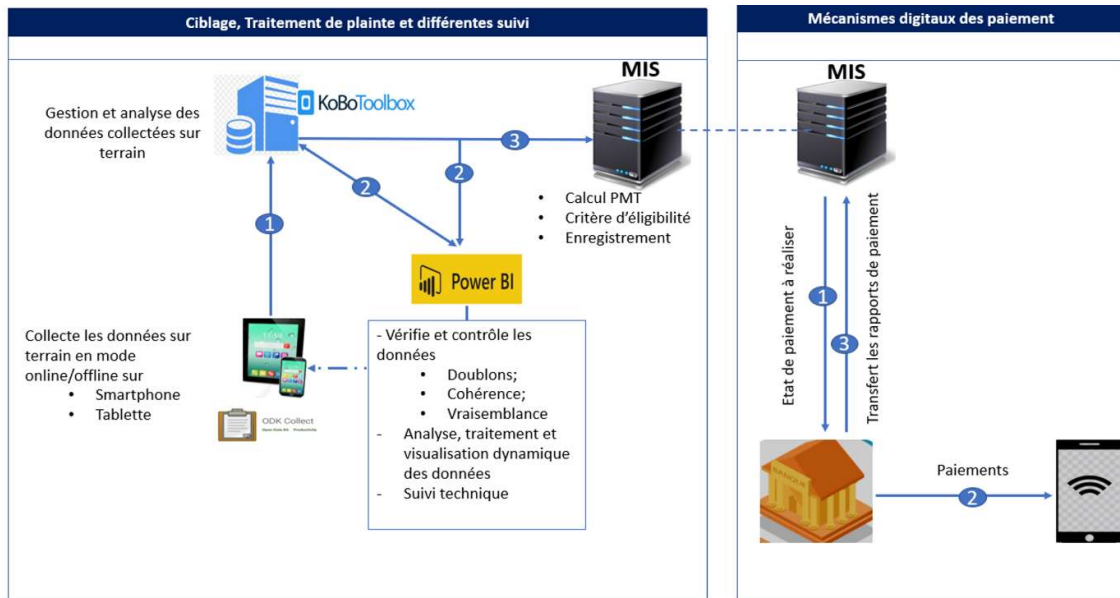


Tableau 33 : Architecture logiciel – les outils

Outils	Activités	Observations
Kobotlobox & ODK Collect	- Ciblage - Suivi des activités - Présence digitale	Plateforme de collecte de données en online/offline
Power BI	- Ciblage - Gestion et Suivi des activités - Evaluation des activités du projet	Plateforme d'analyse, traitement et visualisation des données
MIS	- Gestions des bénéficiaires - Gestion de paiement - Suivi des indicateurs	Management du système d'information
PGQ	- Générer des QR-code dynamique - Carte bénéficiaire digitale	Plateforme contenant les bénéficiaires

6. **Extension du système d'information du projet (MIS) :**  
Pour répondre au mieux les exigences en terme du système d'information du projet, une extension du MIS est en cours de finalisation.
7. **Mise en place des outils digitaux pour l'innovation des activités du projet :** le département digitalisation ne cesse d'innover les outils de collecte des données de toutes les activités. Aujourd'hui, tous les outils de collecte par activités sont digitalisés et centralisés au niveau de la Coordination nationale.
8. **Développement des modules du Registre social Unique (RSU) :** Le Gouvernement Comorien et la Banque Mondiale se sont convenus de confier le développement et la gestion du RSU dans un premier temps au projet des Filets sociaux de sécurité en attendant le renforcement des compétences de la Direction de la Protection Sociale.

C'est ainsi que le Projet a fait appel à un consultant national pour le développement des outils :  
Les réalisations suivantes sont effectives :

- Développement des modules RSU à 84 %
  - Une première présentation du RSU avec la Coordination nationale
  - Améliorations du travail après les recommandations issues de la première présentation
  - Une deuxième présentation du RSU qui a regroupé la Banque mondiale, le projet et les secteurs locaux (Santé, éducation, AMG, ect...)
  - Apurement des données pour valider les ménages à retenir dans le RSU
9. **Basculement de l'ensemble** des ménages bénéficiaires des programmes de filets sociaux dans le Registre des bénéficiaires basé à la Direction de la Solidarité et de la Protection Sociale.

- **Situation financière**

**Tableau 34 : Décaissement**

DECAISSEMENT								
Financement	Nature	Montant accordé		Montant décaissé		Montant non décaissé		Taux décaissé
		USD	KMF	USD	KMF	USD	KMF	
IDA E1530-KM	Don	30 000 000	14 725 170 000	23 273 057	10 823 017 778	6 726 943	3 902 152 222	77,58

**Tableau 35 : Réalisations globales**

Composantes et Activités de l'Entité	Année				
	Prévu	Effectif	Engagement en cours	Réalisation	Taux
<b>COMP1-</b> Assurer une réponse immédiate aux chocs	4 662 970 500	3 642 567 277	22 504 774	3 665 072 051	<b>79%</b>
<b>COMP2-</b> Créer des opportunités économiques	8 098 843 500	2 960 014 120	40 850 620	3 000 864 740	<b>37%</b>
<b>Comp3-</b> Renforcer la coordination des filets de sécurité ainsi que la gestion, le suivi et l'évaluation du projet	1 963 356 000	969 371 495	35 486 515	1 004 858 010	<b>51%</b>
<b>Total général</b>	<b>14 725 170 000</b>	<b>7 464 873 396</b>	<b>98 841 909</b>	<b>7 670 794 801</b>	<b>52%</b>
<b>Observations : Les soldes correspondent au financement disponible pour l'activité et utilisable pour les périodes suivantes. Au total le financement représente 48% du financement et s'élève à 7 054 375 199 KMF.</b>					

#### **IV.3.3. Difficultés rencontrées :**

##### **Transfert Sociaux :**

- Transmission tardive des rapports d'activités par les agences de paiement ;
- Compétences limitées pour certains agents des ONG sur l'utilisation des outils numériques ;
- Retard sur les ouvertures et confirmations des comptes par les AGEP ;
- Retard de paiement de ménages par les AGP ;
- Le déplacement des bénéficiaires dans les sites de démonstration ;
- Mobilité des manages surtout en milieu urbain surtout au moment des ouvertures des comptes.

##### **ARIEP :**

- Transmission tardive des rapports d'activités par les agences de paiement ;
- La validation des plans de résiliences des ménages a pris plus de temps que prévue ;
- Compétences limitées pour certains agents des ONG sur l'utilisation des outils numériques ;
- Beaucoup des ménages retenus n'avaient pas des cartes nationales d'identité ;
- Retard sur les ouvertures et confirmations des comptes par les AGEP ;
- Retard de livraisons des uniformes pour les bénéficiaires ;
- Retard de paiement de ménages par les AGP ;
- L'identification des sites de démonstration ;
- Le déplacement des bénéficiaires dans les sites de démonstration,

- Interruption des négociations avec l'agence de paiement Hury mone au moment où le projet a pris que le système est en panne et risque de retarder le paiement des ménages
- Suspension des paiements par la banque suite à non justification des fonds transmis aux agences de paiement

**ACTR :**

- Transmission tardive des rapports d'activités par les agences de paiement ;
- Retard sur les ouvertures et confirmations des comptes par les AGEP ;
- Retard de livraison et distribution des cartes de bénéficiaires ;
- Retard de transmission des rapports des consultant identification des activités ;
- Retard de communication de contrat d'assurance par l'AGP ;
- Retard de livraison de matériaux, outils, intrants et boites à pharmacie par les ONG ;
- Réticence de certains bénéficiaires sur la réalité du projet.

**MACC et communication :**

- Retard de livraisons des outils de communication et de mesures d'accompagnement ;
- Retard de livraisons des uniformes pour les bénéficiaires ;
- Communication entre le projet et les bénéficiaires directs est limitée
- Participation de certains bénéficiaires dans les réunions de sensibilisation non effectives

**Passation de marché :**

- Retard sur les évaluations due au chevauchement de certaines activités ;
- Capacités techniques limitées de l'équipe de la PM ;
- Perturbation des connexions dans le pays entraînant des Retards d'insertion des documents ; sur STEP ;
- Recrutement d'un consultant national pour la confection des jeux et jouets pour la petite enfance

**Gestion de projet et suivi évaluation :**

- Départ répétitif du personnel cadre pour d'autres projets motivés par des raisons personnelles ;
- Séparation de la protection sociale et de la Solidarité au niveau institutionnel ;
- Non tenue des réunions du comité de pilotage pour l'année 2024 ;
- Transmission tardive des rapports de paiement par les agences qui impacte considérablement l'intégration des données relatives au paiement dans le MIS ;
- Limites sur certaines fonctionnalités importantes au niveau des outils digitaux que le projet met en place pour le suivi évaluation des indicateurs clés du projet ;
- Retard sur le déploiement de la version finale du MIS

#### **IV.3.4. Solutions adoptées et préconisées**

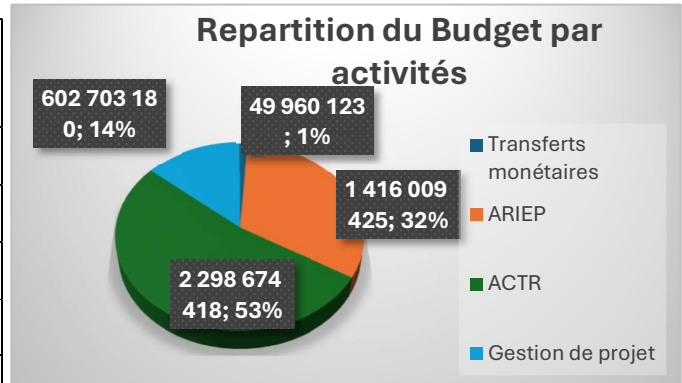
- Recrutement des nouveaux consultants aux postes vacants. Au 31 décembre
- Une réunion du Comité de pilotage est programmée pour janvier 2025. A la date d'élaboration du présent rapport, le COPIL a été bien organisé le 18 janvier 2025 sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère de la santé et de la protection sociale qui joue d'office du président dudit comité.
- Organisation des réunions avec les agences de paiement pour régulariser les situations liées aux envois des rapports et rappel du respect des clauses des contrats ;
- Organisation des réunions de sensibilisation entre l'UGP et les AGP et Supervision des ouvertures de comptes des ménages ;
- Acquérir des licences authentiques sur les outils digitaux utilisés (espaces professionnels Kobotoolbox, Power BI) ;
- Recyclage des AGEX sur la validation des plans de résiliences ;
- Renforcement des capacités du personnel des ONG sur l'utilisation des outils digitaux ;
- Sensibilisation des autorités administratives et ménages sélectionnés pour l'obtention d'une carte d'identité ;
- Mobilisation de l'ensemble du personnel avec parfois l'appui des BR ;
- Renforcement interne des capacités des équipes de la PM et des personnels du Projet dans le domaine des évaluations des offres ;
- Utilisation temporaire de clés avec axé à l'internet ;
- Intervention du RPM dans l'insertion des documents en retard, chaque fois qu'un retard est constaté ;
- Des réunions de sensibilisation et de mise au point organisées entre l'UGP et les Agence de paiement ;
- Des perspectives de mise en place d'une Direction générale de la protection sociale en cours ;
- Allocation d'un espace d'hébergement spécialisé pour accueillir le système d'information du projet.

## V. Programme d'activités prévues pour l'année 2025 :

### V.1. Budget

Tableau 36 : repartition du bujet par activités

Rubriques	Montant prévus
Transferts monétaires	49 960 123
ARIEP	1 416 009 425
ACTR	2 298 674 418
Gestion de projet	602 703 180
<b>TOTAL</b>	<b>4 367 347 146</b>



### V.2. Activités prévues pour les prochains 6 mois

#### V.2.1. ARIEP (activités des résiliences, inclusion économique et productive) :

- Poursuite du démarrage des activités de résilience, inclusion économique et productive (ARIEP) ;
- Suivi technique des ARIEP n°1 ;
- Formation des AGEX sur le suivi N°2 ;
- Suivi technique des ARIEP N°2 ;
- Formation des AGEX sur le suivi N°3 ;
- Suivi technique des ARIEP N°3 ;
- Finalisation des signatures de conventions avec les partenaires

#### V.2.2. ACTR (Argent contre travail Résilient) :

- Formation des AGEX sur l'utilisation digitale de présence à MWL ;
- Démarrage effectif des activités des autres villages
- Exécution du sous-projet Cycle 1 : 1<sup>ère</sup> tranche ;
- Sensibilisation MACC dans les chantiers par les SO-MACC ;
- Paiement de bénéficiaire Cycle 1 : la première tranche ;
- Formations techniques de base des bénéficiaires et des AGEX- ACTR par les partenaires techniques ;
- Exécution du sous-projet Cycle 1 : 2<sup>ème</sup> tranche ;
- Sensibilisation MACC dans les chantiers par les SO-MACC ;
- Paiement de Bénéficiaire Cycle 1 : 2<sup>ème</sup> tranche
- Formations techniques de base des bénéficiaires et des AGEX- ACTR par les partenaires techniques ;
- Exécution du sous-projet Cycle 2 : 1<sup>ière</sup> tranche
- Sensibilisation MACC dans les chantiers par les SO-MACC ;

- Paiement de Bénéficiaire Cycle 2 : 2<sup>ème</sup> tranche
- Formations techniques de base des bénéficiaires et des AGEX- ACTR par les partenaires techniques ;
- Exécution du sous-projet Cycle 2 : 2<sup>ème</sup> tranche ;
- Sensibilisation MACC dans les chantiers par les SO-MACC ;
- Paiement de Bénéficiaire Cycle 2 : 2<sup>ème</sup> tranche

### **V.2.3. MACC**

- Recrutement du consultant national en confection de jeux et de jouets DPE ;
- Conception des guides de formation complémentaire DPE (Tranche d'âge 0-3 ans, 3 à 6 ans) ;
- Actualisation du plan opérationnel et de suivi des MACC-DPE-VBG ;
- Réalisation de l'enquête d'impact DPE ;
- Formation des formateurs MACC-DPE (Projet) ;
- Formation ML-PL-CPS sur les MACC-DPE (vague 2) ;
- Distribution de certificat aux ML-PL ;
- Évaluation des formations ;
- Identification des sites de réalisation des regroupement EBE ;
- Actualisation du manuel MACC-DPE ;
- Programme d'internalisation du manuel PFSS-RRC-MACC-VBG par Direction ;
- Acquisition des matériels d'aménagement EBE ;
- Plan de mise en œuvre des garderies Communautaires (pilote et extension) ;
- Mise en œuvre des garderies communautaires ARIEP-ACTR (pilote) ;
- Initiation des ménages aux tontines.

### **V.2.4. Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux :**

- Suivi des aspects environnementaux dans les chantiers ACTR ;
- Suivi des aspects environnementaux des ARIEP ;
- Mission de supervision sur la gestion des plaintes ;
- Rédaction des rapports consolidés des plaintes ;
- Formation des ONG ARIEP et ACTR sur les VBG ;
- Formation des CPS/ CR sur les VBG ;
- Réalisation du suivi-évaluation communautaire et audience publique (SECAP 2 et ACTR et SECAP 3 ARIEP) ;
- Mission de supervision des activités SECAP ;
- Rédaction des rapports SECAP 3 ARIEP et SECAP 2 ACTR ;
- Démarrage de l'Activité SECAP 3 ACTR ;
- Rédaction du rapport sur la gestion des risques environnementaux et sociaux ;
- Rédaction du rapport de mise en œuvre du PEES ;

#### **V.2.4. Communication :**

- Documentaire sur la clôture du TMS ;
- Réalisation des tournages succès story ;
- Conception et production des outils MACC et DPE ;
- Team building ;
- Production du bulletin d'information ;
- Valorisation des opportunités commémoratives (Journée mondiale de l'environnement, de l'alimentation, de la femme rurale ...);
- Renforcement des capacités des équipes sur la préparation de l'information et autres
- Tenue des Conférences et points de presse ;
- Organisation des Ateliers d'échanges avec les partenaires techniques (AGEX, AGP, CPS, fournisseurs...);

#### **V.2.5. Gestion de Projet :**

- Analyse et élaboration du rapport de l'évaluation d'impact baseline du projet ;
- Opérationnalisation du RSU ;
- Elaboration du rapport d'activités au 31 décembre 2024 ;
- Finalisation de l'enquête basline du PFSS
- Renforcement des capacités du personnel ;
- Visites d'échanges d'expériences ;
- Renforcement des capacités de l'équipe
- Conduite de l'audit opérationnel du projet ;
- Démarrage du projet renforcement de l'éducation ;

**Tableau 37 : synthétique des activités prévisionnelles par activités**

N	Activités	nombres
	ARIEP	06
	ACTR	17
	MACC	15
	Gestion de risque environnementaux et sociaux	12
	Communication	9
	Gestion de projet et suivi évaluation	9

## VI. CONCLUSION

Le Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC) est une initiative du gouvernement comorien visant à renforcer le système de protection sociale national et à consolider les programmes de filets sociaux de sécurité. Ce rapport annuel met en lumière les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités du projet, ainsi que les défis rencontrés et les leçons apprises.

Les principales conclusions du rapport incluent :

- **Renforcement des capacités** : Le projet a permis de renforcer les capacités des institutions locales (CPS/CR, Mère et père leader) et des communautés en matière de gestion des risques et de résilience.
- **Soutien aux ménages vulnérables** : Le projet a fourni une aide financière et technique aux ménages vulnérables pour les aider à faire face aux crises et à améliorer leur bien-être et leurs résiliences.
- **Collaboration et partenariats** : Le projet a favorisé la collaboration entre les différentes parties prenantes, y compris les agences gouvernementales, les organisations non gouvernementales, les agences de paiement et les communautés locales.

Ces efforts contribuent à renforcer la résilience des communautés et à améliorer leurs capacités à faire face aux chocs futurs.

En définitif, les activités prévues durant l'exercice 2024 ont été réalisées à hauteur de 98% par rapport aux prévisions.

Avec l'arrivée des nouvelles autorités gouvernementales en milieu d'année, le projet n'a ménagé aucun effort pour les sensibiliser et faire le plaidoyer sur l'importance des programmes de filets sociaux.

C'est ainsi dans l'esprit de continuer cette sensibilisation et la visibilité du projet, l'organisation de deux sessions du comité de pilotage pour l'année 2025 est primordiale.

Par ailleurs, l'opérationnalisation du MIS, la mise en œuvre des garderies communautaires pilotes et les tontines restent parmi les défis majeurs pour le premier semestre 2025.

## LISTE DE TABLEAUX

<u>Tableau 1 : prévision budgétaire en KMF</u> .....	3
<u>Tableau 2 : synthétique des prévisions de la période</u> .....	8
<u>Tableau 3 : récapitulatifs des prévisions et réalisations de la période</u> .....	9
<u>Tableau 4 : budget et réalisations par îles (en KMF)</u> .....	10
<u>Tableau 5 : Situations des comptes ouverts et ménages payés durant la période</u> .....	11
<u>Tableau 6 : Situation cumulative des ménages payés au 31 décembre 2024</u> .....	11
<u>Tableau 7 : Prévision budgétaire et réalisation (en KMF)</u> .....	12
<u>Tableau 8 : Nombre de ménages bénéficiaires TMS par milieu selon l'île</u> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<u>Tableau 9: Le type des ménages payés selon les catégories se résume ainsi :</u> .....	14
<b><u>Tableau 10: Prévision budgétaire et réalisation en KMF</u></b> .....	15
<b><u>Tableau 11 : résumant les activités prévues en chiffres par et par île</u></b> .....	16
<b><u>Tableau 12 : synthétique des prévision et réalisations de la période</u></b> .....	16
<u>Tableau 13 : Tableau récapitulatif des ménages aptes et inaptes par île</u> .....	18
<u>Tableau 14 : Prévision budgétaire et réalisation</u> .....	21
<u>Tableau 15: résumant les activités prévues en chiffres par île</u> .....	22
<u>Tableau 16: synthétique des prévision et réalisations de la période</u> .....	23
<u>Tableau 17: répartition des ménages par type et par île</u> .....	24
<u>Tableau 18: répartition des nombres d'activités et site par île</u> .....	25
<u>Tableau 19: résumant les activités prévues en chiffres par et par île</u> .....	27
<u>Tableau 20 : synthèse des réalisations de la période par rapport aux prévisions</u> ..	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<u>Tableau 21 : évaluation communautaire</u> .....	33
<u>Tableau 22 : auto-évaluation</u> .....	33
<u>Tableau 23: évaluation communautaire</u> .....	35
<u>Tableau 24 : auto évaluation</u> .....	36
<u>Tableau 25 : Enregistrement et traitement des plaintes par île</u> .....	38
<u>Tableau 26 : Enregistrement et traitement des plaintes par types d'activités et par îles :</u> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<u>Tableau 27: Enregistrement et traitement des plaintes par type</u> .....	38
<u>Tableau 28 : Enregistrement et traitement des plaintes par objet</u> .....	39
<u>Tableau 29 : Les plaintes/doléances ont été envoyées ou capturées par les moyens ci-après :</u> .....	39
<u>Tableau 30 résumant les activités prévues en chiffres par et par île</u> .....	39
<u>Tableau 31 : synthèse des prévisions et réalisations de la période</u> .....	40
<u>Tableau 32 : prévision et réalisation budgétaire</u> .....	41
<u>Tableau 33 : Architecture logiciel – les outils</u> .....	44
<u>Tableau 34 : Décaissement</u> .....	45
<u>Tableau 35 : Réalisations globales</u> .....	46
<u>Tableau 36 : repartition du bujet par activités</u> .....	49
<u>Tableau 37 : synthétique des activités prévisionnel par activités</u> .....	51

## LISTES DES FIGURES

<u>Figure 1 bénéficiaire Mremani NDZ</u> .....	20
<u>Figure 2 bénéficiaire Mromhouli NDZ</u> .....	20
<u>Figure 3 démonstration pratique ARIEP NGZ</u> .....	21
<u>Figure 4: démonstration pratique à NDZ</u> .....	21
<u>Figure 5: séance de validation de PAC à MWL</u> .....	25
<u>Figure 6 : lancement des ACTR</u> .....	26